



NOVEMBRE 2012

Horizon 2060 : perspectives de croissance économique globale à long terme

UN RAPPORT « OBJECTIF CROISSANCE »

Horizon 2060 : perspectives de croissance économique globale à long terme

Ce rapport a été préparé par:

Åsa Johansson

Yvan Guillemette

Fabrice Murtin

David Turner

Giuseppe Nicoletti

Christine de la Maisonneuve

Philip Bagnoli

Guillaume Bousquet

Francesca Spinelli

Table des matières

Messages clés	8
1. Introduction	9
Une vision de la croissance	9
2. Les déterminants de la croissance	11
Le vieillissement démographique réduira la part de la population d'âge actif dans la plupart des pays.....	13
Le solde migratoire ne fera baisser que modérément les taux de dépendance des personnes âgées.....	14
Des réformes structurelle seront nécessaires pour soutenir les taux d'activité.....	15
Le chômage reviendra progressivement aux niveaux d'avant la crise	18
Le capital humain continuera de se renforcer	18
L'intensité de capital est supposée se stabiliser progressivement	19
Les gains d'efficience seront le principal ressort de la croissance	20
La croissance globale sera soutenue par les pays émergents, mais ce soutien s'affaiblira progressivement.....	21
La taille relative des économies évoluera de façon spectaculaire au cours du prochain demi-siècle.....	22
Les écarts de PIB par habitant se réduiront mais il subsistera des différences significatives entre les pays	23
3. Épargne globale et déséquilibres des comptes courants	24
L'épargne globale va diminuer sur le long terme et elle sera de plus en plus alimentée par la Chine et par l'Inde	24
Les déséquilibres globaux des comptes courants vont s'accentuer	26
4. Des politiques macroéconomiques et des mesures structurelles énergiques peuvent renforcer la croissance et réduire les déséquilibres	27
La libéralisation des marchés de produits accélérerait la convergence.....	27
Les réformes du marché du travail peuvent stimuler la croissance du PIB à long terme	28
Des mesures ambitieuses d'assainissement budgétaire et des réformes structurelles plus poussées peuvent réduire les déséquilibres et doper la croissance.....	28
Bibliographie	30
Annexe	31
Encadré	
Encadré 1. L Les projections macroéconomiques à long terme	10

Abstract / Résumé

Horizon 2060 : perspectives de croissance économique globale à long terme

Cette étude présente les résultats d'un nouveau modèle de prévision de la croissance économique des pays de l'OCDE et des principaux pays hors OCDE sur un horizon de 50 ans, ainsi que des déséquilibres globales. Un scénario de référence tablant sur des réformes structurelles progressives et un assainissement budgétaire suffisant pour stabiliser les ratios dette publique/PIB est comparé à d'autres scénarios comprenant des réformes plus profondes des politiques publiques. Une des conclusions principales de cet exercice est que la croissance des pays du G20 non membres de l'OCDE continuera de dépasser celle des pays membres, mais que la différence s'amenuisera au cours des prochaines décennies. Parallèlement, les 50 prochaines années verront des changements majeurs dans la composition de l'économie mondiale. Faute de réforme ambitieuse des politiques publiques, des déséquilibres globaux dangereux pour la croissance apparaîtront. Cependant, un assainissement plus poussé des finances publiques et des réformes structurelles énergiques pourraient à la fois relever les niveaux de vie et réduire les risques de déraillement majeur de la croissance en réduisant les déséquilibres globales.

Classification JEL : O47 ; O43 ; O11 ; J11 ; I25 ; H68 ; F43 ; E27.

Mots clefs : Croissance ; convergence conditionnelle ; projections à long terme ; capital humain ; productivité ; épargne ; comptes courants ; politiques fiscales et structurelles ; déséquilibres globaux.

Looking to 2060: Long-term global growth prospects

This report presents the results from a new model for projecting growth of OECD and major non-OECD economies over the next 50 years as well as imbalances that arise. A baseline scenario assuming gradual structural reform and fiscal consolidation to stabilise government-debt-to GDP ratios is compared with variant scenarios assuming deeper policy reforms. One main finding is that growth of the non-OECD G20 countries will continue to outpace OECD countries, but the difference will narrow substantially over coming decades. In parallel, the next 50 years will see major changes in the composition of the world economy. In the absence of ambitious policy changes, global imbalances will emerge which could undermine growth. However, ambitious fiscal consolidation efforts and deep structural reforms can both raise long-run living standards and reduce the risks of major disruptions to growth by mitigating global imbalances.

JEL classification codes: O47; O43; O11; J11; I25; H68; F43; E27.

Key words: Growth; Conditional convergence; long-run projections; human capita; productivity; savings; current accounts; fiscal and structural policy; global imbalances.

Horizon 2060 : perspectives de croissance économique globale à long terme¹

Messages clés

- Cette étude présente les résultats d'un nouveau modèle de projection de la croissance économique des pays de l'OCDE et des principaux pays hors OCDE sur un horizon de 50 ans, ainsi que des déséquilibres globaux qui apparaissent. Un scénario de référence tablant sur des réformes structurelles progressives et un assainissement budgétaire suffisant pour stabiliser les ratios dette publique/PIB est comparé à d'autres scénarios fondés sur des politiques publiques plus ambitieuses.
- **Une fois liquidé l'héritage de la crise financière mondiale, le PIB global pourrait croître d'environ 3 % par an au cours des 50 prochaines années.** Outre la poursuite des réformes budgétaires et structurelles, la croissance sera soutenue par l'expansion relativement rapide des pays émergents qui représenteront une part croissante de la production globale.
- **La croissance restera plus forte dans les pays non membres de l'OCDE que dans les pays membres, mais l'écart se réduira au cours des prochaines décennies.** De plus de 7 % par an pendant les dix dernières années, la croissance des pays hors OCDE tombera aux alentours de 5 % dans les années 2020 puis à environ la moitié de ce taux à l'horizon 2050, tandis que la croissance tendancielle de la zone OCDE s'établira autour de 1¼ à 2¼ pour cent par an en moyenne.
- **Les 50 prochaines années seront marquées par des changements majeurs dans la taille relative des économies.** Du fait de la croissance rapide de la Chine et de l'Inde, leur PIB cumulé, mesuré sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA) de 2005, dépassera bientôt celui des économies du G7 et devancera la production totale des pays membres actuels de l'OCDE à l'horizon 2060.
- **Nonobstant la croissance rapide des pays à faible revenu et des pays émergents, il subsistera d'amples écarts de niveau de vie entre pays à l'horizon 2060.** Dans les économies les plus pauvres, le revenu par habitant sera multiplié par plus de quatre d'ici à 2060, tandis que la Chine et l'Inde verront le leur multiplié par sept, mais le niveau de vie dans ces pays et quelques autres du monde émergent ne représentera encore que 25 % à 60 % de celui des pays les plus riches en 2060.
- **Faute de politiques plus ambitieuses, des déséquilibres croissants pourraient compromettre la croissance.** Avec la fin du cycle en cours, les déséquilibres globaux des comptes courants pourraient s'amplifier et atteindre d'ici 2030 les sommets d'avant la crise. La dette publique dans de nombreux pays de l'OCDE dépassera les seuils à partir desquels elle a des effets négatifs avérés sur les taux d'intérêt et la croissance. Les taux d'intérêt globaux pourraient donc commencer à remonter sur le long terme.
- **Des réformes structurelles plus radicales et une politique budgétaire plus ambitieuse pourraient relever le niveau de vie à long terme de 16 % en moyenne par rapport au scénario de référence qui table sur une amélioration plus modeste des politiques publiques.** Des réformes ambitieuses des marchés de produits qui accéléreraient les gains de productivité pourraient accroître le PIB global d'environ 10 % en moyenne, tandis que des mesures favorisant la convergence vers les meilleures pratiques en termes de taux d'activité accroîtraient celui-ci de près de 6 %.

¹

Cette étude s'inspire de "Long-term Growth Scenarios", *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1000, à paraître, Éditions OCDE.

1. Introduction

Au cours des décennies passées, la croissance économique des pays à haut revenu a été tirée par les gains d'efficacité résultant de l'innovation technologique. Dans les décennies à venir, on estime que cette dynamique jouera un rôle important dans un plus grand nombre de pays. En effet, la convergence des revenus favorisée par la diffusion des technologies tendra à combler l'écart entre monde développé et monde en développement. À partir de la situation actuelle, la présente étude esquisse les évolutions possibles de la croissance économique dans les pays de l'OCDE ainsi que les pays du G20 non membres de l'OCDE jusqu'en 2060, en accordant une attention particulière à l'interaction entre progrès technique, transformations démographiques, ajustement budgétaire, déséquilibres globaux et politiques structurelles. Un scénario de référence tablant sur des réformes structurelles progressives et un assainissement budgétaire suffisant pour stabiliser les ratios dette publique/PIB y est comparé à d'autres scénarios comprenant des politiques publiques plus ambitieuses.

Une vision de la croissance

Les scénarios de croissance globale pour les 50 prochaines années reflètent l'évolution des niveaux d'éducation, du progrès technique et des taux d'activité à l'intérieur d'un cadre dans lequel le PIB par habitant est supposé converger sur longue période vers une trajectoire compatible avec les ressources, politiques et institutions propres à chaque pays (encadré 1). Une fois cette trajectoire atteinte, tous les pays continuent de croître au même rythme que celui du progrès technique à l'échelle mondiale. Malgré cela, il subsiste entre eux des écarts de PIB par habitant résultant principalement de différences en termes de développement technologique, d'intensité capitaliste et de capital humain, elles-mêmes dues en partie à des conditions et politiques structurelles différentes. Sur un horizon de plusieurs décennies, on peut toutefois penser que les conditions et politiques structurelles s'adapteront à l'évolution du contexte économique, en particulier aux effets de la mondialisation. C'est pourquoi le scénario de référence à long terme pour l'économie globale tient compte d'un certain nombre d'évolutions des politiques dans plusieurs domaines susceptibles de déboucher sur une certaine convergence structurelle entre les pays. Ainsi, les réformes des marchés du travail et des produits sont censées se poursuivre et, sur le plan budgétaire, les ratios dette publique/PIB sont supposés se stabiliser à moyen terme.

Par conséquent, les changements de politique jouent un rôle important dans le scénario de référence. Celui-ci tient aussi compte des influences macroéconomiques générales en assurant un équilibre entre épargne et investissement au niveau global, tandis que les déséquilibres au niveau national se manifestent dans les soldes courants. Cela étant, bien que les changements de politique pris en compte dans le scénario de référence soient assez conséquents, il serait tout à fait possible de procéder à des réformes plus poussées encore pour renforcer la croissance tendancielle, ainsi qu'on le préconise par exemple dans le contexte du processus d'évaluation mutuelle du G20. C'est ce qui a été envisagé dans diverses variantes du scénario.

Le postulat de la présente étude est que la crise a fait baisser le niveau du PIB tendanciel et que cette diminution se poursuivra pendant quelques années encore, mais qu'elle n'a pas eu d'effet permanent sur les taux de croissance tendancielle. De plus, compte tenu de l'horizon à long terme, il n'a pas été tenu compte des répercussions possibles sur la production tendancielle d'une période prolongée de faible demande. Le scénario qui en résulte donne ainsi une vision assez rassurante de l'évolution à long terme de l'économie globale. En réalité, un certain nombre d'autres facteurs ont également été laissés de côté, notamment la possibilité de défauts désordonnés de pays emprunteurs, un dérèglement des échanges et une utilisation non viable des ressources naturelles et des services rendus par l'environnement susceptible d'étouffer la croissance.

Encadré 1. Les projections macroéconomiques à long terme

S'il n'existe pas de théorie unique de la croissance économique, les modèles dans lesquels chaque pays est supposé converger vers sa propre trajectoire d'évolution du PIB par habitant à l'état stationnaire, déterminée par l'interface entre le progrès technologique à l'échelle mondiale et les conditions et politiques structurelles caractéristiques à ce pays (autrement dit, la convergence conditionnelle) sont largement répandus. Sur le long terme, tous les pays sont censés croître au même rythme que celui du progrès technique à l'échelle mondiale, mais il subsistera entre eux des écarts de PIB par habitant, résultant principalement de différences en termes de développement technologique, d'intensité capitalistique et de capital humain.

Le versant offre de l'économie consiste en une fonction de production agrégée de Cobb-Douglas à rendements d'échelle constants avec trois facteurs de production (capital physique, capital humain et travail), auxquels s'ajoute le progrès technique (autrement dit la productivité multifactorielle). La productivité multifactorielle correspond à la différence entre les extrants et le total des intrants. Ces composantes de la fonction de production sont projetés jusqu'en 2060 afin de construire des mesures du PIB potentiel exprimé en dollars constants sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA) de 2005 (cf. Easterly et Levine, 2001 ; OCDE, 2003 ; Duval et de la Maisonneuve, 2010, et Fouré et al., 2010, pour des approches similaires). Les projections de toutes les composantes à l'horizon 2013 correspondent pour l'essentiel à celles présentées dans les Perspectives économiques de l'OCDE parues en mai 2012, à l'exception de quelques éléments de court terme pour la zone hors OCDE, qui ont été empruntés au FMI (2012). La projection relative au capital humain, qui commence en 2011 faute de prévisions à court terme en la matière, constitue une exception.

Le volet budgétaire du modèle permet une stabilisation des ratios dette publique/PIB à moyen terme via l'application de règles de bouclage budgétaire pour le solde primaire qui stabilisent la dette au moyen d'une amélioration progressive du solde primaire ou qui ciblent un ratio dette/PIB spécifique (généralement plus bas). Le service de la dette réagit aux variations des taux d'intérêt du marché, mais avec un décalage qui reflète la structure des échéances. On suppose que l'augmentation de la dette induit un accroissement des primes de risque budgétaire propres aux différents pays, (cf. Égert, 2010 ; Laubach, 2009). Un ajustement supplémentaire des taux d'intérêt de même ampleur pour tous les pays permet de maintenir l'équilibre entre épargne et investissement au niveau global.

Les taux d'épargne privée des pays de l'OCDE sont déterminés par des facteurs démographiques tels que les taux de dépendance des jeunes et des personnes âgées, par les soldes budgétaires, les termes de l'échange, la croissance de la productivité, les soldes pétroliers nets et l'offre de crédit (cf. Kerdrain *et al.*, 2010). L'épargne totale est la somme de l'épargne publique et privée, avec cependant une correction à la baisse de 40 % de toute amélioration de l'épargne publique en raison de la baisse de l'épargne privée due à une équivalence ricardienne partielle (cf. Röhn, 2010). Pour les pays non membres de l'OCDE, le taux d'épargne total est déterminé dans le modèle par l'évolution des taux de dépendance des jeunes et des personnes âgées, les termes de l'échange, l'offre de crédit, le niveau des dépenses publiques (variable indicatrice de la protection sociale publique) et la croissance de la productivité. Les projections relatives à l'investissement sont obtenues à partir des stocks de capital projetés, en supposant que l'amortissement reste stable par rapport aux niveaux récemment observés. Les politiques structurelles n'ont pas d'incidence sur l'investissement, sauf indirectement dans la mesure où elles stimulent la production, même si certains éléments donnent à penser que les réformes de la réglementation des marchés de produits et de la législation sur la protection de l'emploi peuvent faire monter les taux d'investissement (Alesina *et al.*, 2005 ; Egert, 2009; Kerdrain *et al.*, 2010).

Les politiques structurelles ont une grande influence sur les projections à long terme de la croissance et des déséquilibres budgétaires et globaux présentées dans cette étude. À cet égard, le scénario de référence prend en compte un certain nombre d'évolutions dans plusieurs domaines :

- La part de la vie active dans l'espérance de vie est supposée rester constante, ce qui revient implicitement à indexer l'âge légal de la retraite sur la longévité. En outre, les réformes des retraites récemment adoptées qui prévoient le relèvement de l'âge normal de la retraite d'ici 2020 sont supposées être mises en œuvre comme prévu¹.
- Les niveaux d'éducation continuent de converger dans tous les pays, hypothèse reposant sur le développement des systèmes éducatifs, en particulier dans les pays où la population est encore peu instruite, et les taux d'activité projetés dépendent de l'évolution des niveaux de formation.

- Les pays dotés d’une réglementation relativement stricte des marchés de produits et des échanges sont supposés converger progressivement vers le niveau moyen observé dans les pays de l’OCDE en 2011. Pour les autres pays, la réglementation reste inchangée. Cela signifie que les pays dont le régime réglementaire est actuellement plus sévère que la moyenne de l’OCDE connaîtront une croissance de la PMF plus rapide.
- Pour les pays hors OCDE, on suppose que les dépenses publiques consacrées à la protection sociale augmenteront progressivement, soit une hausse moyenne de quatre points de PIB pour atteindre un niveau de prestations comparable à celui du pays moyen de l’OCDE. De plus, cette augmentation est supposée être financée de façon neutre pour l’épargne publique.
- La part du crédit privé dans le PIB est calculée en partant du principe que les pays convergent progressivement vers le niveau de développement financier des États-Unis, et que l’écart se resserre au rythme de 2 % par an. Cela signifie par exemple, pour les pays BRICS, que l’offre de crédit passe en moyenne d’un peu plus d’un tiers de celle des États-Unis en 2010 à environ les trois quarts en 2060.

On trouvera de plus amples détails sur la méthodologie utilisée pour construire les projections à long terme, notamment en ce qui concerne le paramétrage des liens entre les facteurs structurels et les composantes du PIB, au moyen de nouvelles estimations par régression, dans Johansson *et al.* (2012).

1. Les projections tiennent compte des mesures de relèvement de l’âge normal de la retraite qui vont s’appliquer jusqu’en 2020 (*cf. Perspectives de l’OCDE sur les pensions*, 2012a). Les pays pour lesquels les taux de sortie actuels des travailleurs âgés ont été ajustés sont les suivants : Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Espagne, Estonie, États-Unis, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie et Turquie.

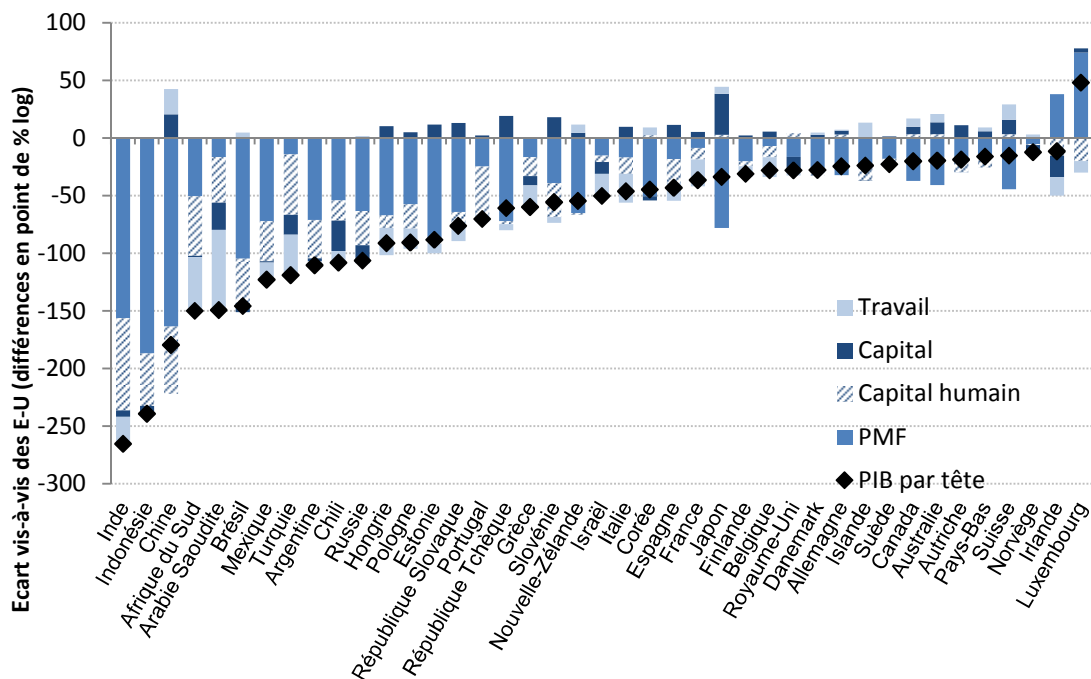
2. Les déterminants de la croissance

Jusqu’à présent, les écarts de PIB par habitant entre les pays se sont toujours expliqués pour l’essentiel par des niveaux de productivité multifactorielle (PMF) et, dans une moindre mesure, de capital humain différents (*cf. Easterly et Levine, 2001 ; Duval et de la Maisonneuve, 2010*). Comme le montre le graphique 1A, les différentiels de PMF par rapport aux États-Unis sont particulièrement marqués dans les pays d’Europe orientale et d’Amérique latine et dans les économies émergentes (Chine, Inde, Brésil, Indonésie et Fédération de Russie). D’importants écarts de productivité caractérisent également un petit nombre de pays à revenu plus élevé comme la Corée, le Japon et la Suisse.

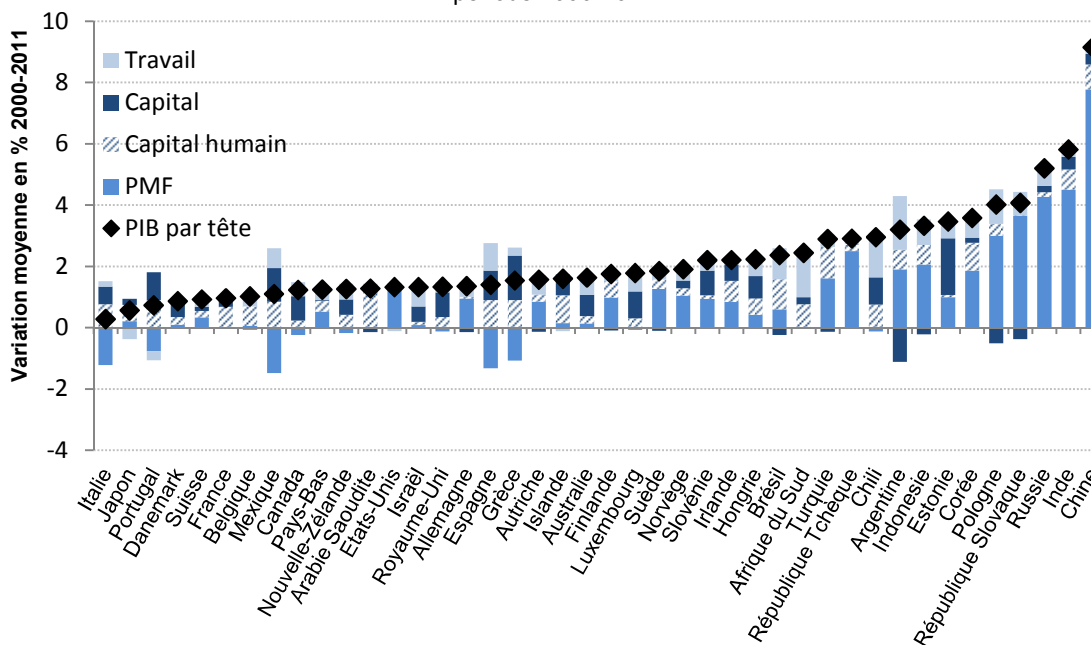
Le resserrement progressif de ces écarts au cours de la dernière décennie est en outre le facteur qui a le plus contribué à la croissance du PIB par habitant (graphique 1B) et, compte tenu des écarts qui subsistent, la PMF sera probablement un déterminant essentiel de la convergence à long terme du PIB par habitant dans les années à venir. Par ailleurs, les niveaux d’éducation présentent une marge d’amélioration considérable dans plusieurs pays – Portugal, Turquie, Afrique du Sud, Chine, Inde et Indonésie. Si l’intensification du capital est traditionnellement l’un des moteurs de la croissance (notamment dans les pays à faible revenu), il est peu probable, étant donné les rendements décroissants de ce facteur, qu’elle puisse le rester sur longue période dans la plupart des pays. Cela ne s’applique peut-être pas au capital immatériel, qui revêt une importance croissante dans les économies avancées et pourrait aussi jouer un rôle plus déterminant à l’avenir dans les économies émergentes (Andrews et de Serres, 2012), mais on peut considérer que la contribution future du capital immatériel sera englobée dans la croissance de la PMF. Enfin, au cours de la dernière décennie, le travail a contribué pour une large part à la croissance du PIB par habitant, mais cela pourrait ne plus être le cas dans les années à venir, sachant que la plupart des pays se caractériseront par le vieillissement de leur population et que cela aura des conséquences néfastes pour la croissance.

Graphique 1. **Possibilité de rattrapage de la productivité et du capital humain dans de nombreux pays**

A : Contribution des facteurs de production à l'écart de PIB par habitant par rapport aux États-Unis, en dollars constants et PPA de 2005, 2011¹



B : Contribution des déterminants de la croissance à la progression annuelle moyenne du PIB par habitant sur la période 2000-2011



1. Pour que la somme des écarts en pourcentage mesurés pour les diverses composantes du PIB corresponde à l'écart de PIB par habitant, les écarts ont été calculés en points logarithmiques étant donné que la décomposition est multiplicative. Le PIB par habitant est égal au produit des composantes PMF, capital humain, $(\text{capital physique}/\text{PIB})^{\alpha/(1-\alpha)}$ et emploi/population, où α représente la part du travail.

Source : "Long-term Growth Scenarios", Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1000, à paraître.

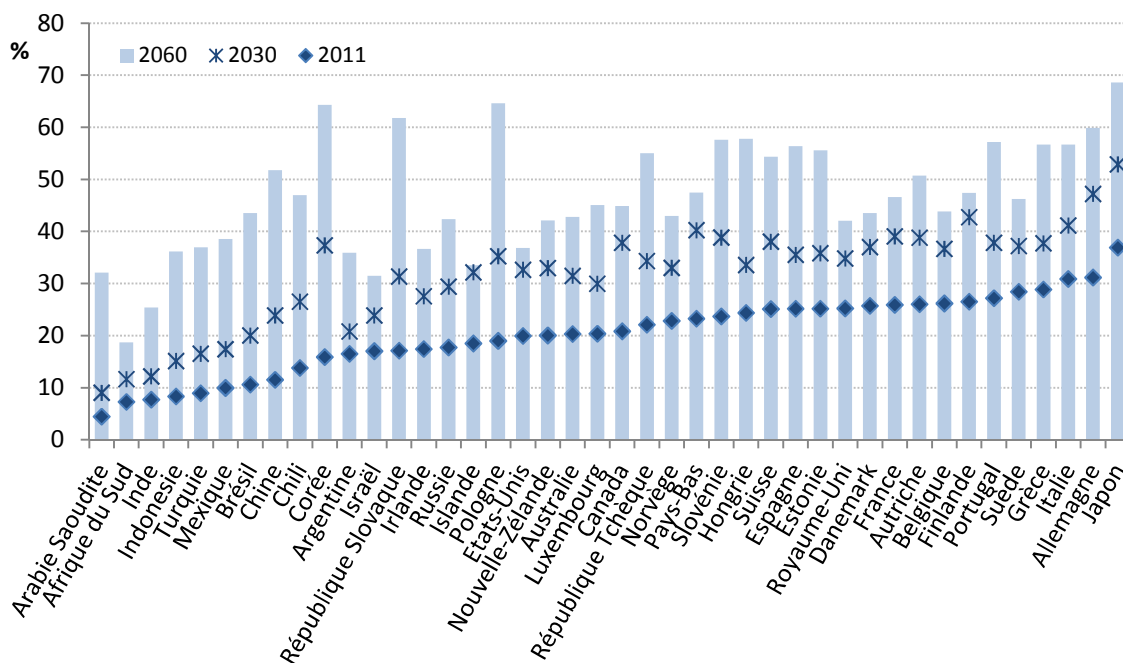
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932718212>

Le vieillissement démographique réduira la part de la population d'âge actif dans la plupart des pays

Le vieillissement de la population, dû à la baisse des taux de fécondité et à l'allongement général de la durée de vie, a un effet potentiellement négatif sur la croissance tendancielle dans la mesure où elle entraîne une diminution de la part de la population en âge de travailler telle qu'elle est actuellement définie (15-64 ans), qui risque à son tour de peser sur les taux d'activité. Les projections démographiques donnent à penser que le vieillissement de la population au cours des 50 prochaines années sera particulièrement rapide en Asie ainsi que dans les pays d'Europe orientale et d'Europe du Sud, où les taux de dépendance des personnes âgées devraient plus que doubler et même quadrupler dans le cas de la Chine (graphique 2A)². Parallèlement, dans la plupart des pays, la part de la population en âge de travailler devrait diminuer au cours de la première moitié du siècle – d'environ 9 points de pourcentage en moyenne (graphique 2B). Certaines économies émergentes se distinguent toutefois des pays à revenu élevé : l'Afrique du Sud et l'Inde verront augmenter la proportion de leur population en âge de travailler. Ce phénomène bien connu du "dividende démographique" résulte en fait de la baisse récente des taux de fécondité dans ces pays, qui a pour effet de réduire le taux de dépendance des jeunes au bout d'une génération (Bloom *et al.* 2003). Compte tenu des évolutions prévues dans tous les groupes d'âge, on estime que la population totale s'accroîtra de 0,3 % par an à l'échelle mondiale au cours des 50 prochaines années. Toutes choses égales par ailleurs, une croissance démographique globale relativement rapide exercera un effet de freinage sur la croissance du PIB par habitant dans un certain nombre de pays (les pays anglophones et certaines économies émergentes).

Graphique 2. La population va vieillir dans la plupart des pays

A : Le taux de dépendance des personnes âgées, tel que défini traditionnellement, ne cesse d'augmenter
Part de la population âgée de plus de 65 ans en pourcentage de la population âgée de 15 à 64 ans.

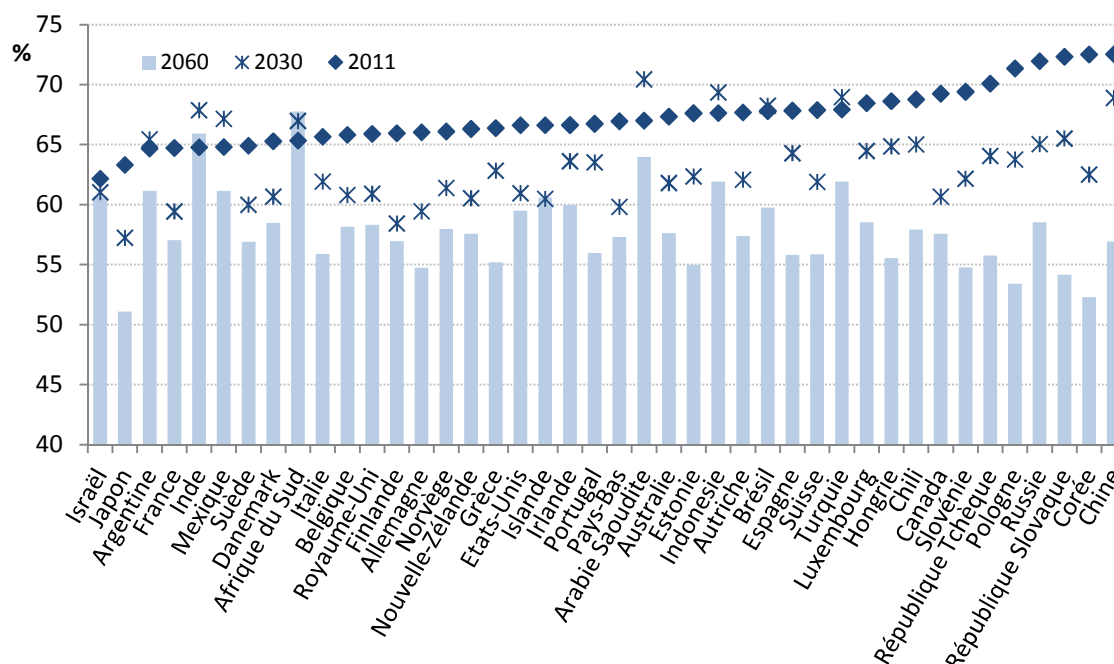


²

L'augmentation du taux de dépendance des personnes âgées indiquée dans le texte étant calculée par rapport à un seuil fixe de 65 ans, elle est peut-être surévaluée, car il est possible que les gains de longévité se traduisent par un allongement de la durée de la vie active, ce qui obligerait alors à faire évoluer la définition de la population en âge de travailler.

B : La population en âge de travailler selon la définition traditionnelle ne cesse de diminuer

Part de la population âgée de 15 à 64 ans dans la population totale



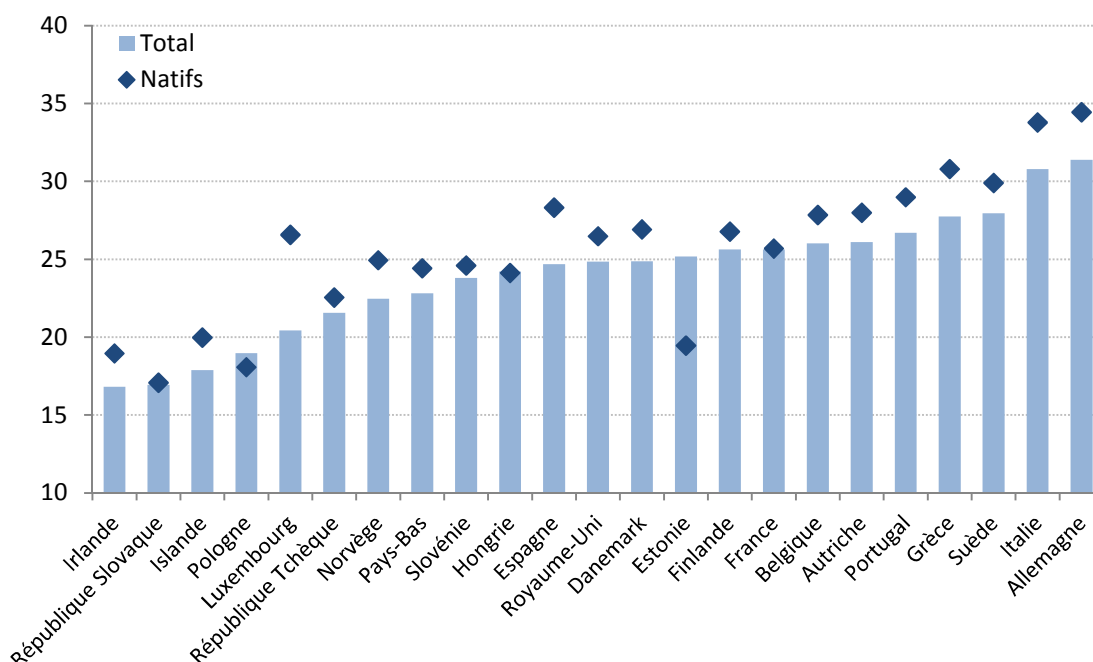
Source : ONU et Eurostat.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932718231>**Le solde migratoire ne fera baisser que modérément les taux de dépendance des personnes âgées**

À long terme, le solde migratoire net pourrait avoir un impact considérable sur l'accroissement démographique et la population en âge de travailler si les flux migratoires restent suffisamment importants et se maintiennent dans le temps. Les immigrants contribuent de deux manières à l'accroissement de la population. En premier lieu, ils viennent grossir la population totale et, en second lieu, ils tirent généralement vers le haut la fécondité moyenne, car la fécondité des immigrées est généralement plus élevée que celle des autochtones. Si les tendances passées se poursuivent, la contribution positive de la migration nette devrait soit atténuer la diminution de la population dans certains pays européens, soit compenser la réduction de la population autochtone, notamment en Autriche, en Espagne, en Italie et en Suisse. De plus, comme la population née à l'étranger comprenait auparavant une part disproportionnée d'adultes en âge de travailler, l'immigration a fait baisser le taux de dépendance dans le passé. Cet effet a été particulièrement marqué dans les pays à forte immigration tels que le Luxembourg, l'Espagne ou l'Allemagne, tandis que l'on observait le phénomène inverse dans les pays à forte émigration comme l'Estonie ou la Pologne. Si la structure par âge de la population immigrée devait rester la même à l'avenir, l'augmentation projetée des ratios de dépendance serait elle aussi modérée dans certains pays (graphique 3). En tout état de cause, étant donné l'ampleur de l'accroissement moyen projeté de ce taux (26 points de pourcentage d'ici à 2060) et les hypothèses raisonnables relatives aux taux d'activité des immigrants, la migration nette ne saurait compenser les conséquences négatives du vieillissement démographique sur la population active.

Graphique 3. **La population née à l'étranger fait baisser le taux de dépendance des personnes âgées d'environ 2 points de pourcentage en moyenne, 2010**^{1,2}

Rapport entre la population âgée de 65 et plus et la population âgée de 15 à 64 ans, en pourcentage



1. Les projections supposent que les tendances passées de la migration nette se poursuivent et que la composition par âge de la population immigrée reste inchangée. L'analyse porte uniquement sur les pays européens de l'OCDE pour lesquels des données par âge concernant les immigrés sont disponibles.
2. Le graphique montre le taux de dépendance des personnes âgées par rapport à la population totale et par rapport à la population autochtone en 2010, la différence entre les deux correspondant à la contribution de la population née à l'étranger.

Source : Eurostat.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932718250>

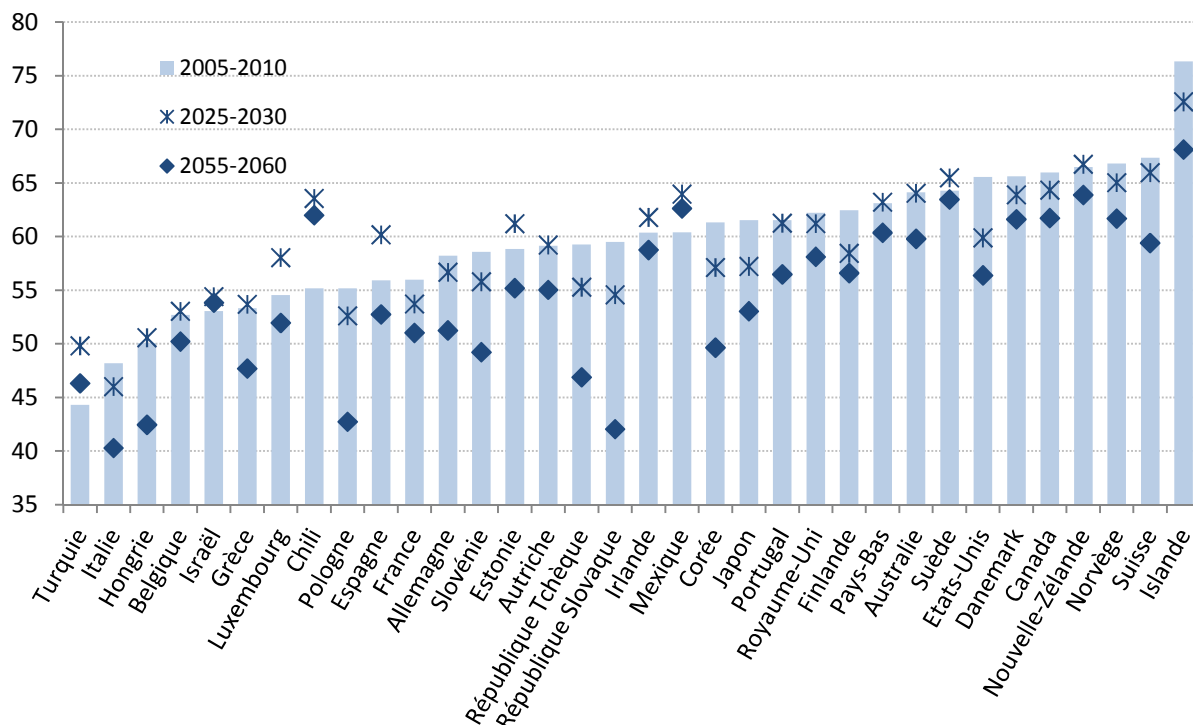
Des réformes structurelle seront nécessaires pour soutenir les taux d'activité

Les taux d'activité futurs sont déterminés par le comportement en matière d'activité des cohortes les plus récentes et par l'évolution du poids relatif des différentes cohortes, lui-même fonction des évolutions démographiques³. Alors que dans le passé la baisse du taux de sortie de la vie active des travailleurs âgés et la hausse du taux d'activité des femmes se sont conjugués pour soutenir le taux d'activité global, les projections donnent à penser que ces tendances ne suffiront pas à contrebalancer l'incidence négative du vieillissement démographique. Dans l'hypothèse de politiques inchangées, les pays à haut revenu devraient voir baisser de 5 points de pourcentage en moyenne leur taux d'activité de la population âgée de plus de 15 ans au cours des 50 prochaines années (graphique 4).

³ Dans les pays non membres de l'OCDE pour lesquels on ne dispose pas de données sur les taux d'activité par cohorte, on prévoit le taux d'activité global en utilisant les coefficients estimés d'un modèle dynamique de panel qui régresse les taux d'activité sur les niveaux d'éducation, les taux de dépendance des jeunes et des personnes âgées et leur interaction.

Graphique 4. Les taux d'activité devraient baisser en cas de politiques inchangées¹

Taux d'activité de la population âgée de 15 ans et plus dans un scénario de référence à politiques inchangées, en pourcentage



1. Les tendances des taux d'activité illustrées par ce graphique concernent uniquement les pays de l'OCDE pour lesquels l'analyse par cohorte a été réalisée. Les données indiquent le taux d'activité moyen sur cinq ans de manière à coïncider avec les intervalles de cinq ans entre les cohortes.

Source : "Long-term Growth Scenarios", Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1000, à paraître.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932718250>

Cependant, dans le scénario de référence, la diminution de la part de la population en âge de travailler ne se répercute pas intégralement sur les taux d'activité. Étant donné le fort effet à la baisse que le vieillissement exerce sur les taux d'activité, des changements structurels, en partie induits par des réformes, seront nécessaires pour soutenir les taux d'activité globaux à l'avenir. Deux changements de cette nature sont intégrés au scénario de référence :

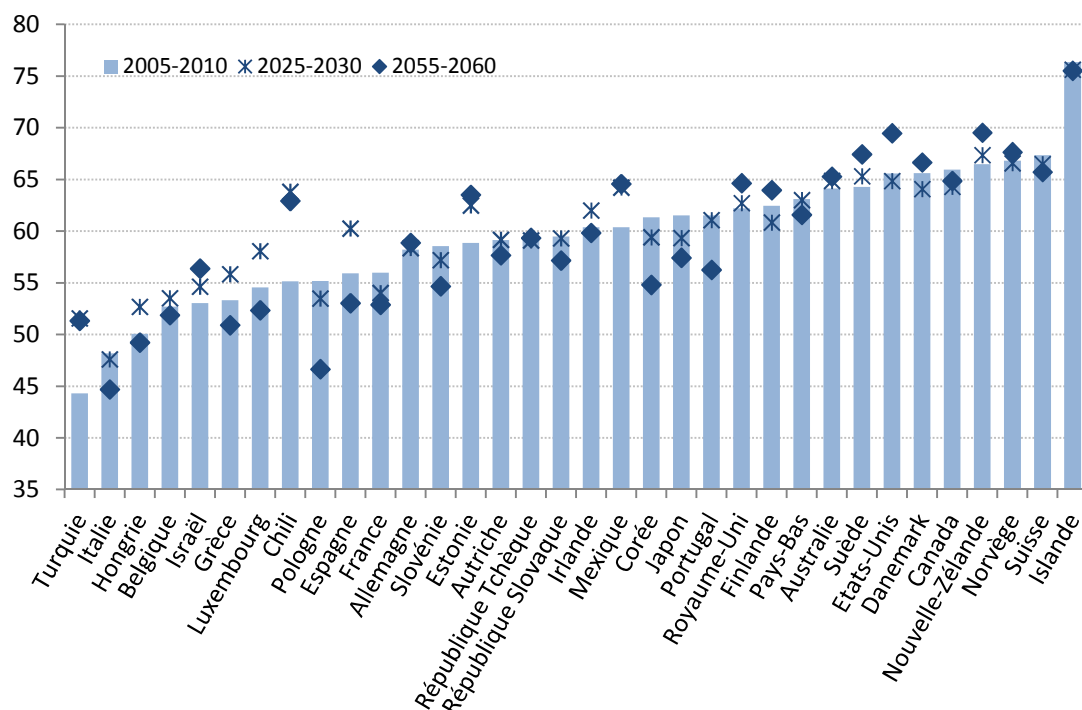
- *L'amélioration tendancielle à long terme du niveau d'éducation est censée se poursuivre.* L'allongement de la durée de la scolarité fait baisser le taux d'entrée des cohortes jeunes dans la population active. Toutefois, les travailleurs instruits ont plus de chances d'entrer dans la vie active dès la fin de leurs études et sont sans doute aussi moins susceptibles de la quitter à un âge plus avancé. Ces forces agissant en sens opposé, l'élévation prévue du niveau d'éducation n'entraîne finalement qu'une modeste augmentation du taux d'activité – de 0.5 point de pourcentage en moyenne à l'horizon 2060, même si cet effet est sensiblement plus marqué dans certains pays (Turquie, Mexique, Corée, Italie et Hongrie).
- *On suppose implicitement que l'âge légal de la retraite est indexé sur la longévité de façon à ce que la part de vie active dans la vie totale pour chaque cohorte reste stable.* A l'heure actuelle, les travailleurs des pays de l'OCDE consacrent en moyenne 43 % de leur vie à l'activité, cette proportion allant de moins de 35 % en Turquie et en Italie à 50 % en Islande. Cette durée moyenne d'activité en proportion de l'espérance de vie à la naissance (appelée

espérance apparente de vie active) est supposée rester inchangée au cours des 50 prochaines années⁴. En d'autres termes, la durée moyenne de la vie active va s'allonger, mais comparativement moins que l'espérance de vie, conformément à l'idée selon laquelle la demande de loisirs augmente avec le revenu. En outre les réformes des retraites adoptées récemment qui prévoient le relèvement de l'âge normal de la retraite d'ici 2020 sont supposées être mises en œuvre comme prévu.

Si les politiques publiques soutiennent ces changements structurels, le taux global d'activité dans la zone OCDE (pour la population âgée de plus de 15 ans) restera à peu près constant à son niveau actuel de 60 % au cours du prochain demi-siècle. Cependant, une durée de vie active constante en proportion de l'espérance de vie n'implique pas un taux d'activité fixe, car celui-ci dépend aussi du poids relatif des différents groupes d'âge dans la population. Par conséquent, il y a des pays dans lesquels le taux d'activité devrait encore baisser (Pologne, Corée, Portugal, Japon et Slovaquie), et d'autres où il devrait augmenter (Chili, Estonie, Turquie, Mexique et États-Unis) (graphique 5).

Graphique 5. Les taux d'activité devraient relativement peu varier dans le scénario de référence¹

Taux d'activité de la population âgée de 15 ans et plus dans un scénario de référence, en pourcentage



1. Le scénario de référence pose l'hypothèse que le niveau d'éducation continue de s'améliorer et que des réformes sont mises en œuvre pour maintenir constante "l'espérance apparente de vie active" en dépit des variations de la longévité. Il tient également compte des modifications récentes de l'âge de départ à la retraite pour les taux de sortie actuels des travailleurs âgés. Les tendances des taux d'activité illustrées par ce graphique concernent uniquement les pays de l'OCDE pour lesquels l'analyse par cohorte a été réalisée. Les données indiquent le taux d'activité moyen sur cinq ans de manière à coïncider avec les intervalles de cinq ans entre les cohortes.

Source : "Long-term Growth Scenarios", Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1000, à paraître.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932718288>

4

L'espérance apparente de vie active est une construction hypothétique qui correspond au nombre moyen d'années qu'un travailleur fictif consacrerait à l'activité s'il enregistrait durant toute sa vie active les mêmes taux d'entrée, de sortie et d'activité que ceux observés aujourd'hui. Le calcul de l'espérance apparente de vie active dépend de l'âge et des probabilités d'entrée et de sortie selon le sexe et des taux d'activité correspondants. Il est similaire au calcul de l'espérance de vie, qui représente la durée moyenne d'existence d'une personne fictive qui se verrait appliquer les taux de mortalité actuellement observés.

Le chômage reviendra progressivement aux niveaux d'avant la crise

Le chômage tendanciel dans les pays de l'OCDE devrait progressivement retrouver son niveau d'avant la crise (là où il dépasse actuellement celui-ci), soutenant ainsi le facteur travail. La moitié environ des pays de l'OCDE ont enregistré une hausse du chômage supérieure à 2 points de pourcentage par rapport aux niveaux d'avant la crise, et le chômage de longue durée a fortement augmenté dans certains pays comme la France, l'Italie et les États-Unis (de Serres *et al.*, 2012 ; OCDE, 2011). Pour les cohortes de travailleurs qui sont affectées de manière disproportionnée par la crise économique, à savoir les jeunes et les travailleurs peu qualifiés, le risque de persistance du chômage à moyen terme est élevé, en particulier parce que la probabilité de sortie du chômage est négativement corrélée au temps passé au chômage (Van den Berg *et al.*, 1996 ; de Serres *et al.*, 2012). La projection suppose donc que le taux de chômage tendanciel ne reviendra que peu à peu à son niveau d'avant la crise (choisi comme étant la valeur la plus faible enregistrée entre 2007 et 2013), sa persistance dépendant d'un certain nombre de politiques et institutions comme le coin fiscal, les dépenses consacrées aux politiques actives du marché du travail et le taux des indemnités de chômage (pour en savoir plus sur le lien entre ces politiques et le chômage, voir par exemple de Serres *et al.*, 2012). Pour certains pays non membres de l'OCDE, une configuration différente est appliquée pour tenir compte du fait que le chômage tendanciel est actuellement comparativement élevé dans certains d'entre eux et qu'un ajustement à la baisse se produira vraisemblablement lorsque ces économies se développeront. Par conséquent, dans les pays où le chômage tendanciel se situe actuellement au-dessus du niveau moyen observé dans les pays de l'OCDE (Argentine, Brésil, Fédération de Russie et Afrique du Sud), on suppose que le chômage convergera progressivement vers cette moyenne. Enfin, dans les pays où le chômage tendanciel est actuellement inférieur à la moyenne de l'OCDE, l'hypothèse retenue est qu'il restera inchangé.

Le capital humain continuera de se renforcer

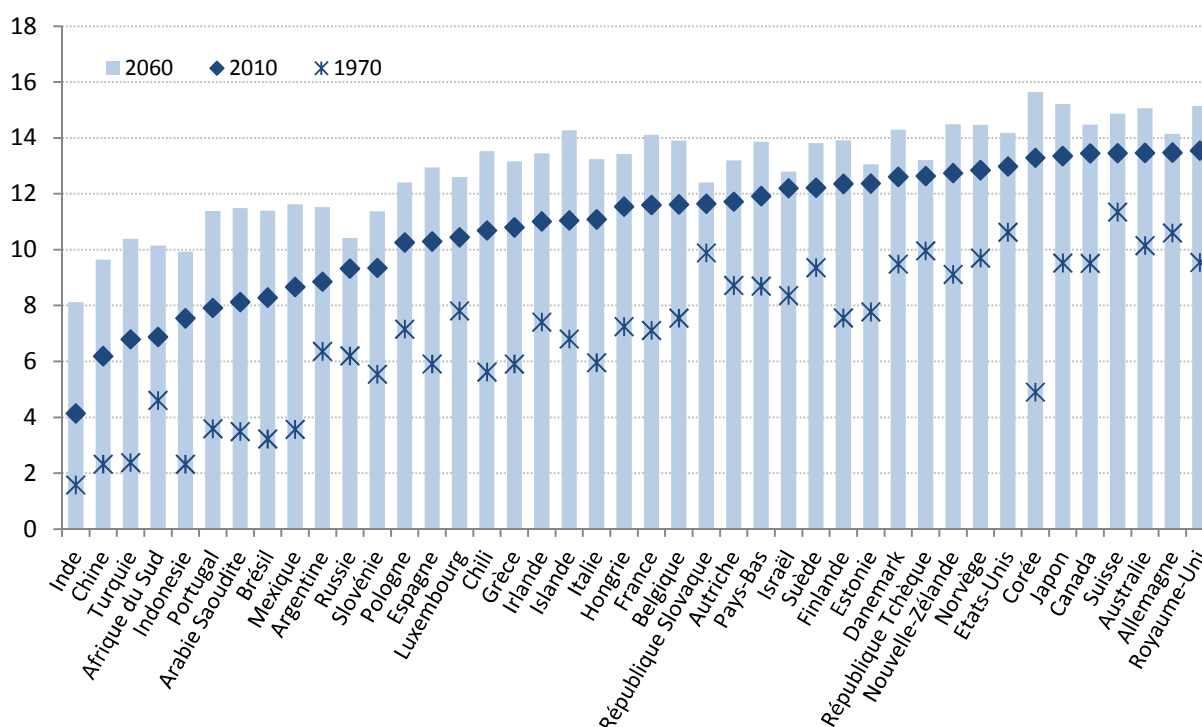
Si, dans l'ensemble, la quantité de travail consommée dans la production ne semble pas devoir être un élément clé de la croissance, les améliorations de la qualité du travail, en revanche, joueront un rôle déterminant. Dans le passé, les niveaux d'éducation ont convergé dans les pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire (Morrison et Murtin, 2009), et le nombre moyen d'années d'études a augmenté (en moyenne) de quatre ans sur la période 1970-2010, le développement des compétences ayant été particulièrement important dans les pays où le niveau d'éducation était initialement très faible dans les années 70 (par exemple, Corée, Indonésie, Chine, Turquie et Brésil) (graphique 6). L'évolution du stock moyen d'années de scolarité dans la population adulte se traduit par une nette revalorisation du stock de capital humain sur la base d'hypothèses raisonnables quant au rendement salarial à attendre d'années d'études supplémentaires⁵.

Cette accumulation de capital humain devrait se poursuivre au cours du prochain demi-siècle. Ainsi, on prévoit que le nombre d'années de scolarité de la population adulte augmentera de deux ans en moyenne au cours des 50 prochaines années, le niveau d'éducation des cohortes âgées de 25 à 29 ans convergeant lentement vers celui du pays actuellement le plus performant en la matière (Corée), lequel enregistrera lui aussi une progression au fil du temps. La convergence s'explique généralement par le rendement décroissant de l'éducation à la fois pour les individus et pour la société dans son ensemble, et par le fait que le coût des années d'études supplémentaires augmente de niveau en niveau (Mincer, 1974 ; Psacharapoulos et Patrinos, 2004). La progression du niveau d'éducation devrait être particulièrement marquée en Inde, en Chine, en Turquie, au Portugal et en Afrique du Sud (graphique 6). De grandes différences persisteront toutefois à long terme entre les niveaux moyens d'éducation, étant donné que la mesure des stocks d'éducation concerne l'ensemble de la population adulte et affiche de ce fait une lente évolution.

⁵ L'hypothèse retenue dans les projections correspond à un taux de rendement moyen de 10 à 13 % pour l'enseignement primaire et de 6 à 7 % pour le deuxième cycle du secondaire et l'enseignement supérieur conformément aux données microéconomiques et macroéconomiques existantes (cf. Morrison et Murtin, 2010).

Graphique 6. Le niveau d'éducation va progresser au fil du temps

Nombre moyen d'années d'études de la population adulte



Source : "Long-term Growth Scenarios", Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1000, à paraître.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932718307>

L'intensité de capital est supposée se stabiliser progressivement

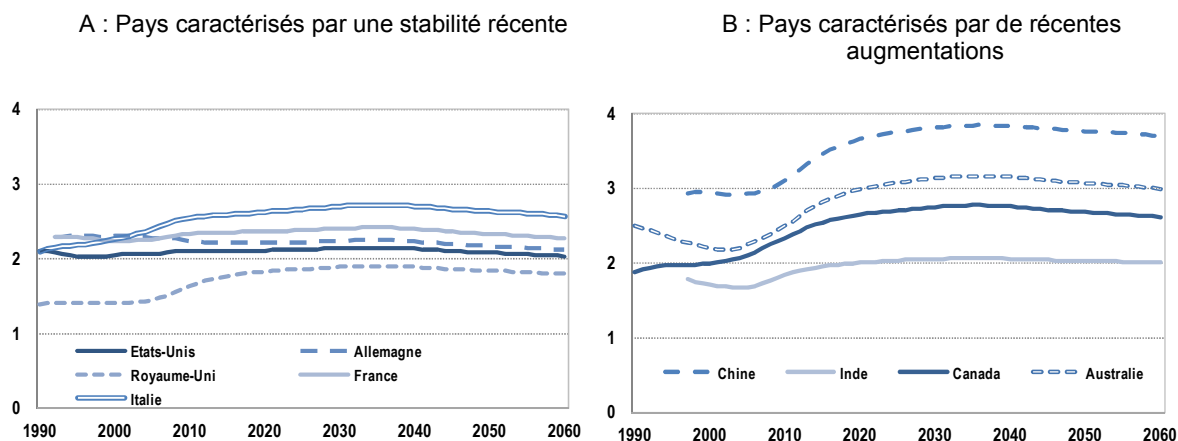
Dans la plupart des économies développées, mais pas toutes, le rapport du capital productif non résidentiel (à l'exclusion du logement) à la production tendancielle a été relativement stable (graphique 7), et il est prévu qu'il le restera au cours des prochaines décennies. Cependant, il existe un certain nombre de pays où l'intensité de capital a marqué récemment une tendance plus nette. Dans ces cas-là, cette tendance est supposée s'estomper progressivement jusqu'à ce que le ratio capital-production sous-jacent se stabilise. L'Australie et le Canada sont deux pays de l'OCDE où l'intensification récente du capital est probablement liée à l'explosion des prix des matières premières dans le secteur minier, tandis que la Chine et l'Inde sont des exemples importants parmi les pays émergents.

Cela étant, les futurs ratios capital-production sont influencés par le coût réel du capital, dont les variations se traduisent par des variations en sens inverse de l'intensité de capital⁶. Les variations du coût du capital s'expliquent principalement par l'évolution des taux d'intérêt réels, qui varient pour un certain nombre de raisons, notamment la position conjoncturelle de l'économie et les primes de risque budgétaire qui équilibrent l'épargne et l'investissement au niveau global. Ainsi, des taux d'intérêt en hausse sur une dette publique qui s'alourdit engendrent des tensions sur les taux d'intérêt à long terme dans l'ensemble de l'économie, ce qui a pour effet de faire baisser l'intensité de capital. Une augmentation générale des taux d'intérêt liée à une baisse générale du taux d'épargne (voir plus loin) explique la légère tendance de l'intensité capitalistique à baisser dans la plupart des pays vers la fin de la projection de référence.

⁶ Dans les projections, on suppose que l'élasticité de l'intensité de capital par rapport au coût d'usage du capital est compatible avec une fonction de production Cobb-Douglas.

Graphique 7. L'intensité de capital devrait dans l'ensemble se stabiliser

Ratios capital-production tendancielle, pour certains pays



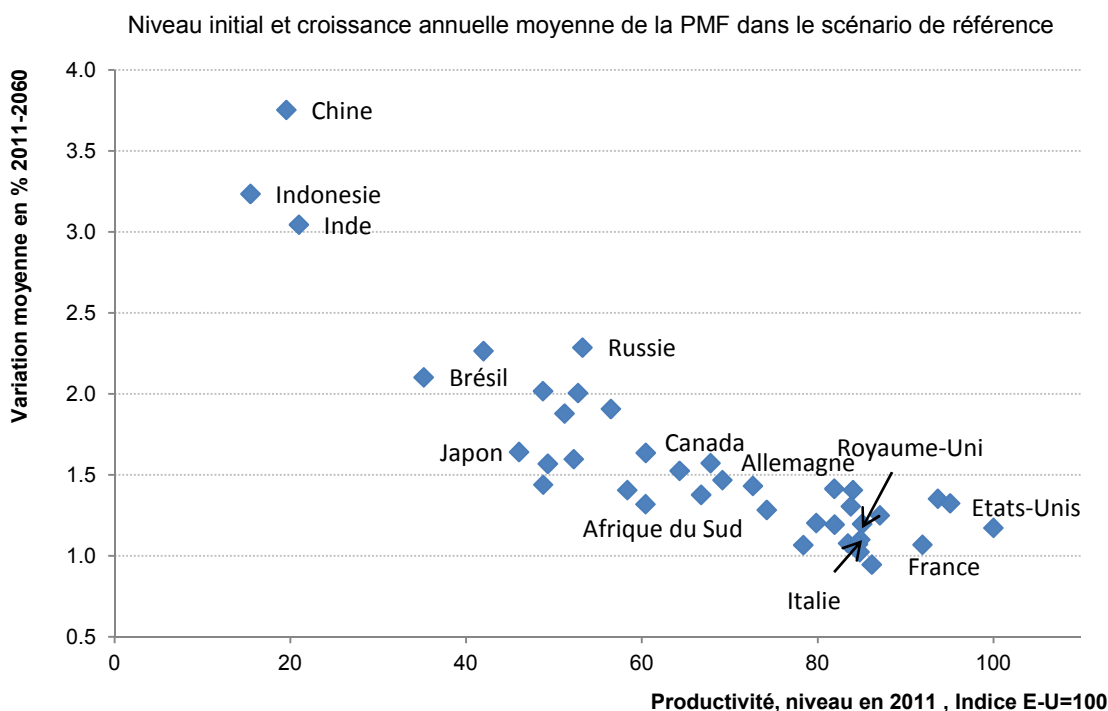
Source : "Long-term Growth Scenarios", Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1000, à paraître.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932718326>

Les gains d'efficacité seront le principal ressort de la croissance

L'amélioration constante de la productivité globale des facteurs de production, mesurée par la PMF, sera le principal moteur de la croissance au cours des 50 prochaines années. D'après les projections, le taux de croissance annuel moyen de la PMF sera de 1.5 % à l'échelle mondiale, mais dans les pays où les niveaux de productivité sont à l'heure actuelle comparativement faibles – comme l'Inde, la Chine, l'Indonésie, le Brésil et les pays d'Europe orientale –, cette croissance sera plus forte que dans les économies plus développées (graphique 8). Dans chaque pays, en effet, la croissance de la productivité est déterminée à la fois par le rythme mondial du progrès technologique, supposé être de 1.3 % par an (ce qui correspond au taux moyen de croissance de la PMF observé dans les économies avancées sur la période 1996-2006) et par la vitesse à laquelle le pays "rattrape" le niveau de productivité correspondant à sa situation structurelle sous-jacente.

Deux facteurs ont une influence positive sur la croissance de la productivité : l'ouverture aux échanges et l'intensité de la concurrence sur le marché intérieur (cf. Bloom *et al.* 2009 ; Aghion et Howitt 2009), lesquelles dépendent à leur tour, en particulier, des réglementations intérieures et extérieures des marchés de produits. De fait, en facilitant la diffusion des technologies, une plus grande ouverture aux échanges accroît la vitesse de convergence vers la frontière technologique et stimule ainsi la croissance de la productivité. En outre, lorsque les pressions de la concurrence se généralisent, les entreprises sont fortement incitées à améliorer leur efficacité, ce qui accélère le processus de rattrapage et relève en même temps le niveau de productivité atteignable à long terme. Sur un horizon de plusieurs décennies, il est probable que ces réglementations s'adapteront aux évolutions de la situation économique et que les pays où elles étaient au départ relativement restrictives en matière de concurrence convergeront peu à peu vers l'environnement plus ouvert et plus concurrentiel qui caractérise actuellement le pays moyen de l'OCDE ; telle est l'hypothèse retenue dans la projection de référence.

Graphique 8. La productivité multifactorielle tend à converger entre les pays au cours de la période 2011-2060¹

1. Le scénario de référence postule un assouplissement de la réglementation des marchés de produits dans les pays restrictifs, à un rythme leur permettant d'atteindre au terme de la période de projection la moyenne de l'OCDE observée pendant l'année de base (2011).

Source : "Long-term Growth Scenarios", *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1000, à paraître.

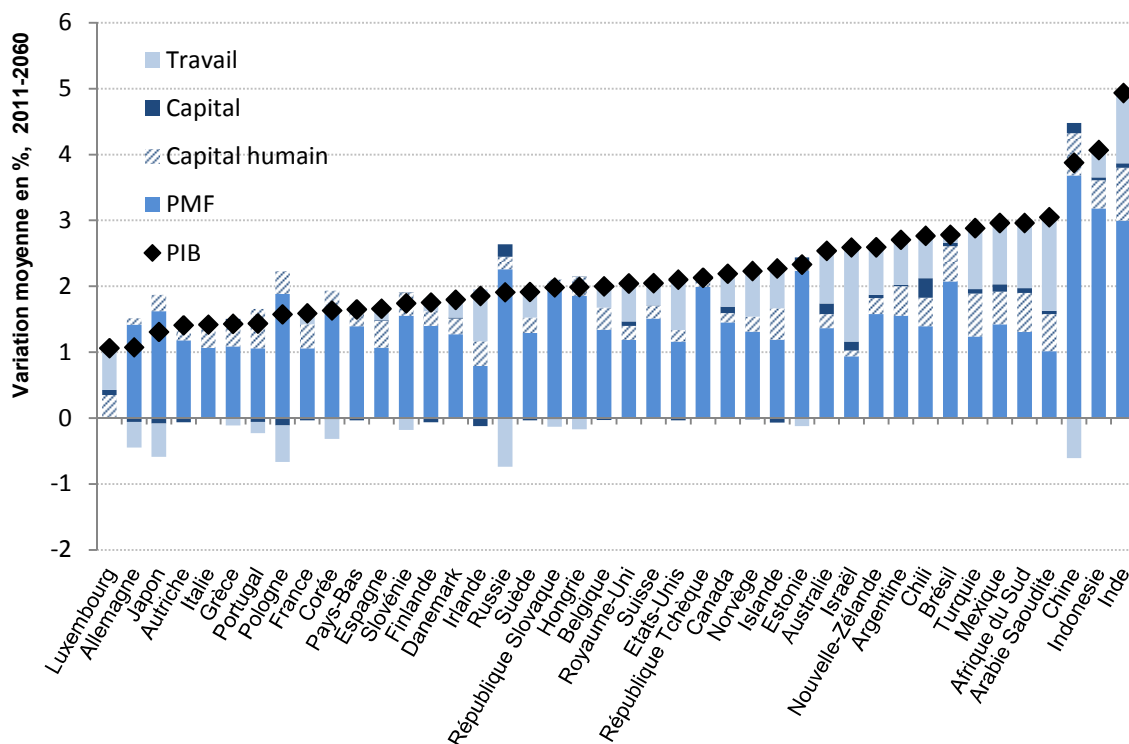
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932718345>

La croissance globale sera soutenue par les pays émergents, mais ce soutien s'affaiblira progressivement

D'après les projections établies à partir du cadre décrit précédemment, au cours du prochain demi-siècle, l'économie globale affichera un taux de croissance de l'ordre 3 % par an en moyenne, principalement attribuable comme dans le passé à l'amélioration de la productivité et à l'accumulation de capital humain (graphique 9). Dans la zone OCDE, le taux de croissance du PIB tendanciel devrait être d'environ 2 % par an jusqu'en 2060, mais il fléchira dans un grand nombre de pays une fois surmontée la crise actuelle. La croissance globale restera néanmoins assez stable car les pays connaissant une expansion relativement rapide représenteront progressivement une plus grande part de la production globale. En fait, les pays non membres de l'OCDE continueront de croître plus vite que la moyenne OCDE, mais l'écart se resserrera au cours des prochaines décennies. De plus de 7 % par an pendant la dernière décennie, le taux de croissance des pays non membres de l'OCDE tombera autour de 5 % dans les années 2020 et se réduira encore de moitié environ dans les années 2050 (voir le tableau A.1 en annexe). Jusqu'en 2020, c'est la Chine qui affichera le taux de croissance le plus élevé de tous les pays considérés dans la présente étude, mais elle sera ensuite supplantée par l'Inde ainsi que par l'Indonésie, en raison notamment du déclin de sa population d'âge actif, et par conséquent de ses taux d'activité, plus rapide que dans les deux autres pays.

Graphique 9. La convergence du PIB entre les pays est principalement due à l'amélioration du niveau d'éducation et de la productivité

Contribution des déterminants de la croissance à la progression annuelle moyenne du PIB tendanciel réel sur la période 2011-2060



Source : "Long-term Growth Scenarios", Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1000, à paraître.

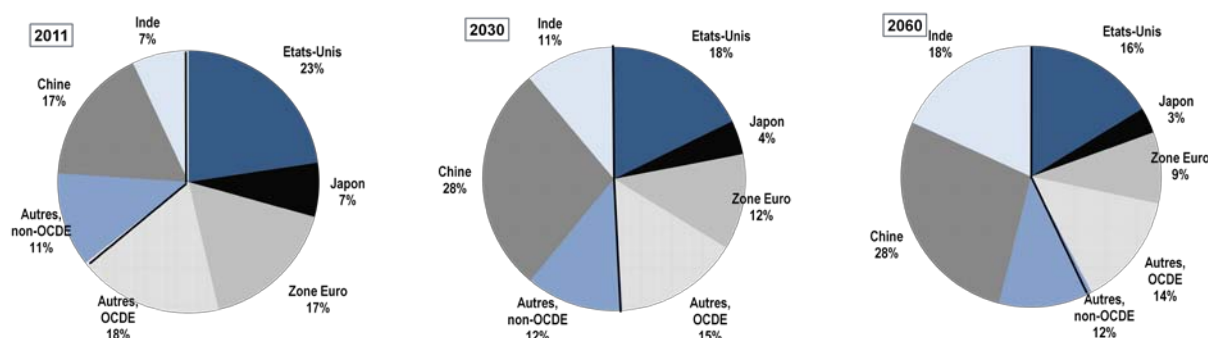
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932718364>

La taille relative des économies évoluera de façon spectaculaire au cours du prochain demi-siècle

Les 50 prochaines années seront marquées par de profonds changements dans la contribution des pays au PIB global (graphique 10). Sur la base des PPA de 2005, la Chine devrait dépasser la zone euro en 2012 et les États-Unis quelques années plus tard, devenant ainsi la plus grande économie du monde, tandis que l'Inde passerait devant le Japon un ou deux ans après et devant la zone euro dans une vingtaine d'années. Les taux de croissance plus rapide de la Chine et de l'Inde signifient que leur PIB cumulé pèsera plus lourd que celui des sept principales économies de l'OCDE (G7) vers 2025 et qu'il sera 1½ fois plus important que celui-ci en 2060, alors qu'il n'en représentait pas même la moitié en 2010. Mieux, en 2060, le PIB cumulé de ces deux pays sera plus important que celui de l'ensemble de la zone OCDE (c'est-à-dire de tous les pays qui en font partie aujourd'hui), alors qu'il en représente seulement un tiers à l'heure actuelle.

Graphique 10. Il y aura des changements majeurs dans la composition du PIB global¹

Pourcentage du PIB tendanciel global, aux PPA de 2005
Figure 1.



1. Le PIB global est la somme des PIB des 34 pays membres de l'OCDE et des 8 pays du G20 non membres de l'OCDE.

Source : "Long-term Growth Scenarios", Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1000, à paraître.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932718383>

Les écarts de PIB par habitant se réduiront mais il subsistera des différences significatives entre les pays

Ces changements dans la composition du PIB global s'accompagneront d'une tendance du PIB par habitant à converger entre les pays, même si d'amples écarts de niveau de vie semblent devoir subsister entre économies avancées et émergentes. Au cours du prochain demi-siècle, le PIB par habitant augmenterait ainsi en moyenne non pondérée (aux PPA de 2005) d'environ 3 % par an dans les pays non membres de l'OCDE, contre 1.7 % dans les pays membres. En conséquence, d'ici 2060, le PIB par habitant des économies actuellement les plus pauvres aura plus que quadruplé (aux PPA de 2005), alors que celui des économies les plus riches se contentera de doubler. La Chine et l'Inde verront quant à elles leur revenu par habitant multiplié par sept à l'horizon 2060. Le rattrapage est plus marqué en Chine du fait des gains de productivité et de l'intensification du capital particulièrement rapides que le pays a connus au cours des dix dernières années. Ces évolutions placeront la Chine 25 % au-dessus du niveau de revenu actuel (2011) des États-Unis, tandis que l'Inde n'atteindra qu'environ la moitié de ce niveau.

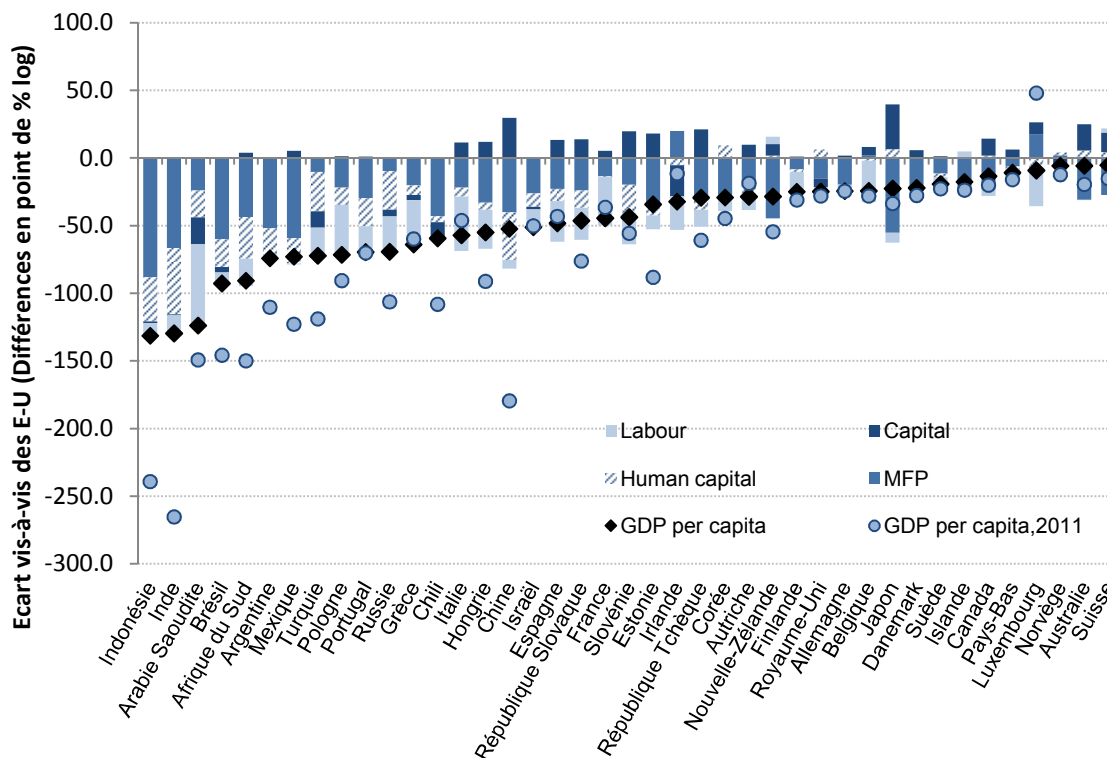
Malgré la croissance rapide des économies en phase de "rattrapage", le classement des pays en fonction de leur PIB par habitant devrait rester à peu près inchangé – le coefficient de corrélation entre 2011 et 2060 est de 0.9 (graphique 11)⁷. Certes, les écarts de productivité et de qualification de la main-d'œuvre se réduisent, mais les différences qui subsistent sont encore pour une bonne part à l'origine des écarts de niveau de vie observés en 2060. De plus, dans quelques pays européens membres de l'OCDE ainsi que dans certaines économies émergentes, le différentiel d'utilisation du facteur travail continuera également d'expliquer une part non négligeable des écarts de revenu. En effet, dans certains pays européens où le vieillissement est plus marqué et/ou les taux d'activité des personnes âgées plus bas, ces facteurs sont suffisants pour amplifier l'écart de revenu par rapport aux États-Unis, malgré une convergence ininterrompue des niveaux de productivité et de qualifications.

⁷

Cette façon de comparer les niveaux de PIB en utilisant les PPA d'une année de base appelle toutefois une mise en garde dans la mesure où elle risque de fausser les résultats lorsqu'on se projette loin dans l'avenir, les PPA étant elles-mêmes susceptibles d'évoluer sous l'effet de changements dans la structure économique.

Graphique 11. Malgré des gains substantiels dans les pays émergents, des écarts de PIB par habitant subsistent en 2060

Contribution des facteurs de production aux écarts de PIB par habitant par rapport aux États-Unis (aux PPA constantes de 2005)



1. Pour que la somme des écarts en pourcentage mesurés pour les diverses composantes du PIB corresponde à l'écart de PIB par habitant, les écarts ont été calculés en points logarithmiques étant donné que la décomposition est multiplicative. Le PIB par habitant est égal au produit des composantes PMF, capital humain, $(\text{capital physique}/\text{PIB})^{\alpha/(1-\alpha)}$ et emploi/population, où α représente la part du travail.

Source : "Long-term Growth Scenarios", Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1000, à paraître.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932733165>

3. Épargne globale et déséquilibres des comptes courants

L'épargne globale va diminuer sur le long terme et elle sera de plus en plus alimentée par la Chine et par l'Inde

A court terme, la plupart des pays de l'OCDE connaîtront une baisse conjoncturelle de leur taux d'épargne privée au moment où les écarts de production se combleront. Des pressions à la baisse sur l'épargne privée se manifesteront aussi du fait du vieillissement des populations (graphique 12)⁸. Pour le pays médian de l'OCDE, les évolutions démographiques (c'est-à-dire à la fois les variations des taux

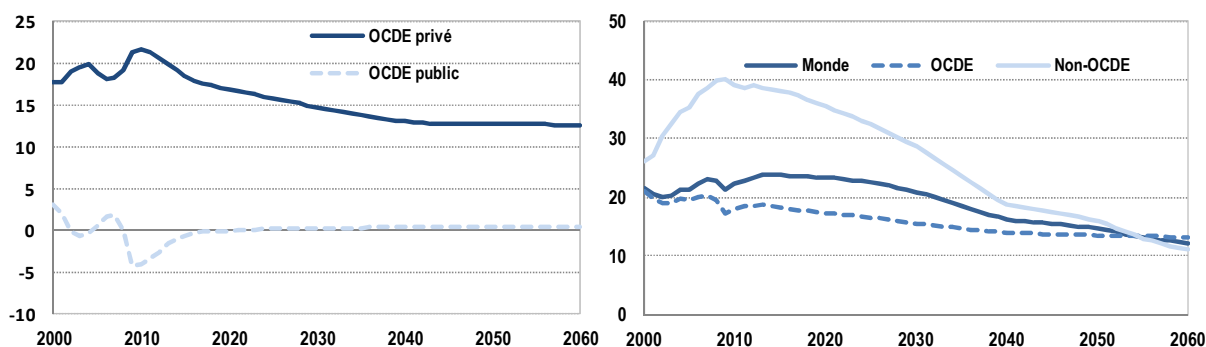
⁸ Il convient d'être prudent lorsqu'on utilise des taux de dépendance des personnes âgées reposant sur des catégories d'âge fixes pour prévoir les taux d'épargne, étant donné que l'on s'attend aussi à des variations de l'espérance de vie et de l'âge de la retraite dans les décennies à venir. Une définition mobile du taux de dépendance des personnes âgées qui indexerait la limite d'âge supérieure sur l'allongement supposé de la durée de vie active éliminerait pratiquement toute influence démographique sur les taux d'épargne, ce qui semble un scénario trop extrême. Au lieu de cela, les projections incluent un effet positif estimé de l'augmentation de la longévité sur l'épargne, sur la base des travaux de Li *et al.* (2007), qui compense en partie l'incidence négative de la hausse des taux de dépendance des personnes âgées.

de dépendance des jeunes et des personnes âgées et celles de l'espérance de vie) devraient entraîner une baisse du taux d'épargne privée d'environ 5 points de pourcentage d'ici 2060. Des effets bien plus importants, de 10 à 12 points de pourcentage, sont prévus pour la Corée, le Portugal et le Mexique, et de 8 points pour le Chili, Israël et l'Espagne. D'un autre côté, l'effet démographique sur l'épargne privée est légèrement inférieur à la médiane de l'OCDE pour beaucoup des grands pays de la zone, notamment l'Allemagne, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni. Dans les pays de l'OCDE, l'accroissement de l'épargne publique nécessaire pour stabiliser la dette des administrations publiques compense en grande partie la diminution de l'épargne privée au moins jusqu'au milieu des années 2020, en particulier au Japon et aux États-Unis, de sorte que l'épargne totale (publique et privée) ne fléchit véritablement qu'à partir de ce moment-là.

Graphique 12. Les taux d'épargne devraient diminuer

A : Epargne privée et publique des pays de l'OCDE (% du PIB)¹

B : Epargne totale (% du PIB)



1. La désagrégation de l'épargne totale entre épargne publique et épargne privée n'étant pas disponible pour tous les pays de l'OCDE, la somme de ces deux agrégats ne correspond pas exactement à l'épargne totale de la zone OCDE.

Source : "Long-term Growth Scenarios", Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1000, à paraître.

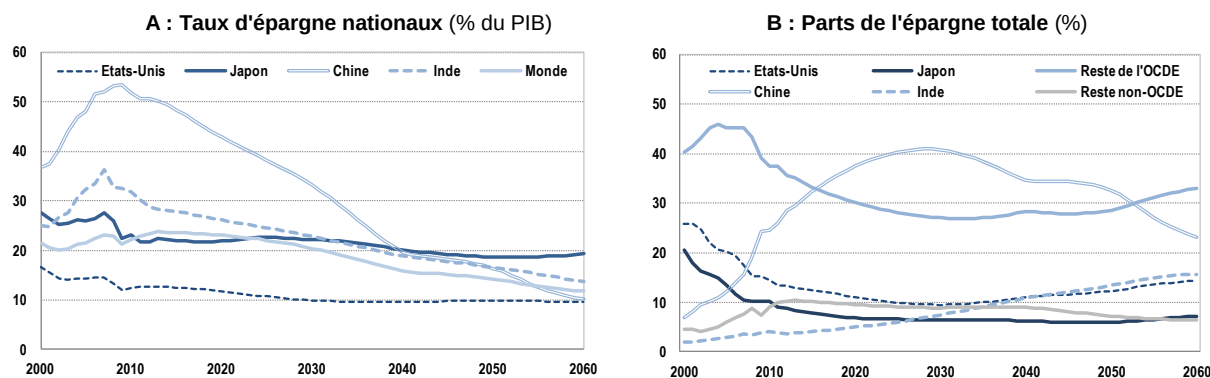
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932733184>

Parmi les grandes économies n'appartenant pas à la zone OCDE, les incidences de la démographie sur l'épargne sont encore plus hétérogènes, avec deux cas extrêmes à noter : l'Inde et la Chine. S'agissant de l'Inde, l'impact global des évolutions démographiques sur l'épargne est faible car l'effet de la baisse des taux de dépendance des jeunes annule en grande partie celui de la hausse modérée des taux de dépendance des personnes âgées. Pour la Chine, en revanche, l'une des conséquences de la 'politique de l'enfant unique' est que les taux de dépendance des personnes âgées augmentent de façon encore plus abrupte, d'après les prévisions, que dans la plupart des pays de l'OCDE, tandis que les taux de dépendance des jeunes restent à peu près inchangés. Au total, cela se traduit par une très forte baisse de l'épargne chinoise, de l'ordre de 40 points de pourcentage du PIB à l'horizon 2060, dont environ la moitié imputable au facteur démographique. À ces influences démographiques viennent s'ajouter d'autres pressions à la baisse sur les taux d'épargne dans tous les pays émergents dont la phase de transition est supposée s'achever en 2040 ou 2060. Une amélioration graduelle de la protection sociale jusqu'en 2040, moyennant une augmentation des dépenses publiques de quatre points de PIB jusqu'à atteindre le niveau de protection moyen observé dans la zone OCDE, réduit les taux d'épargne de 7 à 8 points de PIB. Un rattrapage graduel de l'offre de crédit jusqu'en 2060, pour atteindre les niveaux actuellement observés dans la plupart des pays de l'OCDE, ampute généralement les taux d'épargne de 3 à 4 points de pourcentage. Quand on tient compte de toutes ces influences, l'épargne totale dans les pays non membres de l'OCDE accuse une baisse comprise entre 5 et 40 points de pourcentage entre 2013 et 2060 (la moyenne non pondérée est de 19 points).

Paradoxalement, si les taux d'épargne reculent dans la plupart des pays, l'épargne globale, elle, reste proche de ses niveaux passés jusqu'au début des années 2030, étant donné la forte augmentation de la part des pays qui épargnent le plus dans la production totale (graphique 13). Le poids croissant de la Chine et de l'Inde, dont la part dans l'épargne globale passe d'à peine 30 % en 2010 à près de 50 % en 2030, est particulièrement frappant. Au-delà de 2030, l'épargne globale commence à fléchir plus nettement lorsque la croissance économique ralentit en même temps que

l'épargne dans les pays non membres de l'OCDE qui épargnaient le plus. Cela dit, les prévisions relatives aux taux d'épargne dans les économies émergentes sont soumises à de nombreuses incertitudes. Premièrement, les équations en panel utilisées pour prévoir l'évolution de l'épargne sous-estiment généralement la hausse de celle-ci, notamment en Chine et en Inde, au cours des dix dernières années, ce qui donne à penser qu'il y a d'autres facteurs en jeu, peut-être purement nationaux, et/ou que les taux d'épargne ont dépassé les niveaux compatibles avec les fondamentaux. Deuxièmement, les taux d'épargne futurs des économies émergentes pourraient subir d'autres variations si, par exemple, la mise en place de systèmes plus étoffés de protection sociale ou l'ouverture de l'accès au crédit progressaient plus vite qu'on ne l'a supposé dans le scénario de référence. L'impact de certains de ces facteurs est examiné dans la section suivante.

Graphique 13. Les pays émergents vont représenter une plus grande part de l'épargne globale



Source: "Long-term Growth Scenarios", Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n°1000, à paraître.

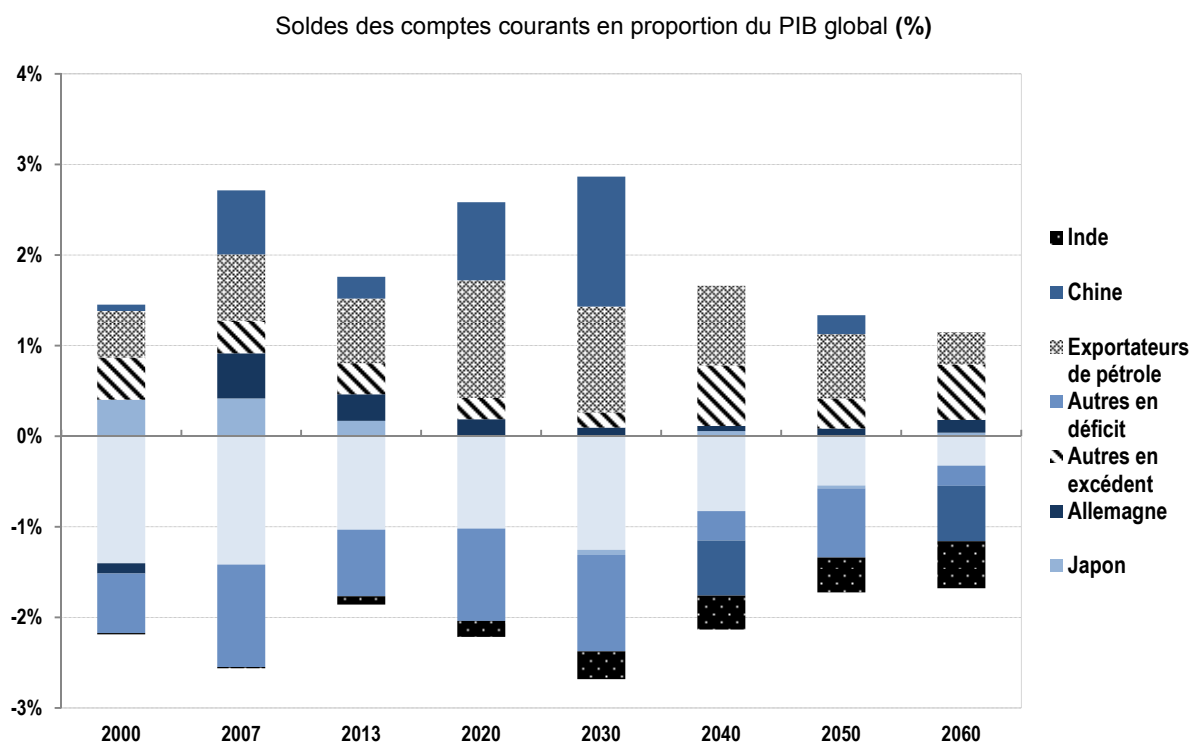
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932733203>

Les déséquilibres globaux des comptes courants vont s'accroître

Les déséquilibres globaux des comptes courants devraient se creuser jusqu'à la fin des années 2020, avant de recommencer à se résorber (graphique 14). À court terme, l'aggravation des déséquilibres courants à l'échelle globale constitue surtout une réaction cyclique liée au comblement des écarts de production, étant donné que les pays qui avaient les plus lourds déficits avant la crise (les États-Unis en tête) ont généralement connu un plus fort ralentissement que ceux qui avaient des excédents (la Chine évidemment, mais aussi l'Allemagne et, dans une moindre mesure, le Japon). À plus long terme, en revanche, c'est l'effet négatif du vieillissement sur l'épargne qui prédomine, avec une dégradation des soldes des paiements courants dans la plupart des pays de l'OCDE, même si l'Allemagne, les Pays-Bas et certains pays nordiques continuent d'afficher des excédents. Dans quelques pays – Italie, Grèce et Portugal –, la balance courante présente de très amples déficits persistants, de l'ordre de 10 à 15 % du PIB. Un effort supplémentaire de la part des pouvoirs publics semble donc nécessaire, avec dans la plupart de ces cas de nouvelles mesures d'assainissement budgétaire étant donné le maintien de la dette publique à des niveaux élevés dans les pays concernés⁹. Pour la Chine, où le taux d'investissement baisse plus vite que le taux d'épargne à cause du ralentissement de la croissance potentielle, les prévisions font apparaître un accroissement de l'excédent courant jusqu'à la fin des années 2020. L'excédent courant des pays exportateurs de pétrole ne devrait en revanche augmenter que légèrement jusqu'en 2030, les modestes hausses des prix du pétrole, en termes réels, étant contrebalancées par la tendance de ces pays à rééquilibrer peu à peu leurs balances courantes. Dans l'ensemble, les déséquilibres globaux des balances courantes (normalisés par rapport au PIB mondial) devraient tendre à se rapprocher du niveau maximum qu'ils avaient atteint avant la crise (2007) à l'horizon 2025-2030.

⁹ Il convient toutefois de noter que le scénario de référence ne tient compte d'aucune mesure budgétaire adoptée récemment et qu'il n'intègre pas en particulier l'effet des programmes d'assainissement des finances publiques qui viennent d'être arrêtés pour les pays de la zone euro soumis à la pression des marchés financiers.

Graphique 14. Les déséquilibres globaux devraient s'amplifier au cours des deux prochaines décennies



Source : "Long-term Growth Scenarios", Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1000, à paraître.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932733222>

Après 2030, le rééquilibrage des comptes courants attendu aussi bien en Chine et aux États-Unis que dans les pays exportateurs de pétrole atténue dans une certaine mesure les déséquilibres globaux. Dans le cas des États-Unis, la réduction du déficit des paiements courants tient essentiellement au fait que les évolutions démographiques ont un moindre effet négatif sur l'épargne que dans de nombreux autres pays. Dans le cas de la Chine, le solde amplement excédentaire de la balance courante commence à diminuer dans les années 2030 au moment où s'accroissent à la fois la hausse du taux de dépendance des personnes âgées et la baisse du taux d'épargne. Quant aux pays exportateurs de pétrole, la réduction de leur excédent courant s'explique principalement par l'hypothèse technique d'une hausse de seulement 1 % des prix réels du pétrole après 2030, parallèlement à l'estimation selon laquelle l'effet de tout excédent pétrolier sur l'excédent global de la balance courante diminue au fil du temps.

4. Des politiques macroéconomiques et des mesures structurelles énergiques peuvent renforcer la croissance et réduire les déséquilibres

La libéralisation des marchés de produits accélérerait la convergence

Le scénario de convergence relativement lente des politiques visant les marchés de produits par rapport au degré de réglementation moyen de la zone OCDE n'est peut-être pas réaliste étant donné la pression qui s'exerce actuellement en faveur des réformes structurelles dans le contexte du processus d'évaluation mutuelle du G20. Si la libéralisation des marchés de produits progresse plus vite que prévu, il est probable en effet que les écarts de productivité se résorberont eux aussi plus vite. A titre d'exemple, si l'on suppose que l'objectif visé en matière de réglementation du marché des produits est le degré de réglementation moyen en vigueur dans les cinq pays appliquant les "meilleures pratiques" en la matière en 2011 (États-Unis, Royaume-Uni, Irlande, Canada et Pays-Bas), la PMF pourrait augmenter en moyenne de 0.2 point de pourcentage par an par rapport au scénario de

référence entre 2011 et 2060. Cela se traduirait par un accroissement du PIB de 10 % en moyenne à l'horizon 2060 par rapport au scénario de référence, avec des hausses plus importantes dans les pays où la réglementation est encore relativement stricte, comme la Chine, la Turquie, la Slovaquie et la Grèce.

Les réformes du marché du travail peuvent stimuler la croissance du PIB à long terme

Comme dans le cas des mesures ayant trait aux marchés de produits, on peut considérer que des réformes du marché du travail plus poussées que dans le scénario de référence favoriseraient la convergence vers des taux d'activité plus élevés. Pour étudier cette possibilité, un autre scénario a été analysé dans lequel les différences entre pays en termes d'espérance apparente de vie active se résorbent progressivement, la durée moyenne d'activité des individus convergeant lentement dans tous les pays vers la norme observée en Suisse, l'un des pays les plus performants en termes d'activité globale. Selon ce scénario de réforme plus poussée du marché du travail, qui ignore par souci de simplicité toute incidence sur les finances publiques des politiques sous-jacentes, l'activité globale devrait augmenter dans l'ensemble des pays de l'OCDE de 2.7 points de pourcentage en moyenne par rapport au scénario de référence, pour atteindre environ 62 % en 2060. La hausse serait particulièrement marquée en Italie (+13 points de pourcentage), en Corée (+9 points), en Israël (+8 points), et en Hongrie (+6 points). Dans les autres pays, l'activité augmenterait modérément ou bien diminuerait dans de moindres proportions que dans le scénario de référence. Du fait de ces évolutions, le PIB serait en moyenne de près de 6 % plus élevé en 2060 que dans le scénario de référence.

Des mesures ambitieuses d'assainissement budgétaire et des réformes structurelles plus poussées peuvent réduire les déséquilibres et doper la croissance

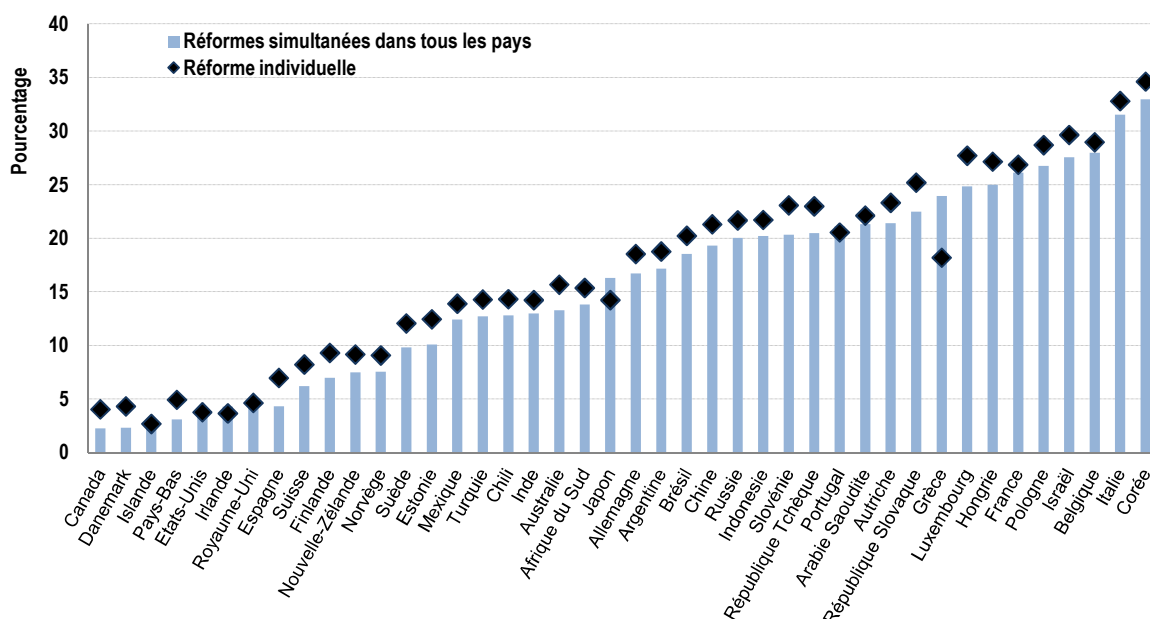
Un dernier scénario conjugue des réformes structurelles plus énergiques avec des mesures plus ambitieuses d'assainissement des finances publiques permettant aux pays de l'OCDE de redresser leur situation budgétaire plus rapidement que dans le scénario de référence et de ramener leurs ratios d'endettement à 60 % ou moins (voir Johansson *et al.* 2012 et OCDE 2012b pour plus de détails). Les réformes structurelles se traduisent à la fois par une amélioration plus rapide de la réglementation des marchés de produits, des taux d'activité plus élevés et des réductions du coin fiscal qui font baisser le chômage tendanciel. De plus, les réformes de la protection sociale et du système financier dans les pays non membres de l'OCDE sont censées progresser plus vite que ne le postule le scénario de référence : l'augmentation de 4 points de PIB des dépenses publiques dévolues à la protection sociale qui est censée intervenir en 2040 est ainsi avancée à 2025 ; de même, l'offre de crédit (exprimée en proportion du PIB) atteint dès 2035 le niveau auquel elle était censée parvenir en 2060.

Le principal impact macroéconomique des réformes structurelles est de renforcer la croissance potentielle, dont le niveau en 2060 dans les pays membres de l'OCDE et dans les pays non membres est respectivement plus élevé d'environ 11 % et 17 %. L'ampleur de cet effet varie toutefois beaucoup selon les pays (graphique 15), et il est généralement plus important dans ceux où les politiques structurelles présentent actuellement la plus grande marge d'amélioration possible par rapport aux meilleures pratiques. Les réformes macroéconomiques et structurelles ont généralement moins d'effet globalement qu'elles n'en auraient si elles s'appliquaient dans un seul pays, car des réformes entreprises simultanément dans tous les pays entraînent une hausse des taux d'intérêt globaux qui compense en partie l'incidence positive des réformes structurelles sur le PIB. Font ici exception les pays où un effort d'assainissement budgétaire vigoureux se traduit par une réduction des taux d'intérêt à l'échelon national plus importante que l'effet global (par exemple, la Grèce et le Japon).

Dans le scénario des réformes simultanées, les principaux bénéficiaires sont la Corée, l'Italie, la Belgique, et Israël, où les gains potentiels d'une hausse des taux d'activité sont considérables, ainsi que la Grèce, où la réglementation du marché des produits est actuellement assez stricte. À l'opposé, des pays comme le Canada, le Danemark, l'Islande et les Pays-Bas semblent moins bénéficier des réformes structurelles, mais cela est uniquement dû au fait qu'en matière de réglementation des marchés de produits ou de taux d'activité, ils appliquent déjà peu ou prou les meilleures pratiques.

Graphique 15. Des réformes structurelles et des mesures d'assainissement budgétaire plus ambitieuses font croître le PIB

Évolution du niveau du PIB en 2060 par rapport au scénario de référence (%)



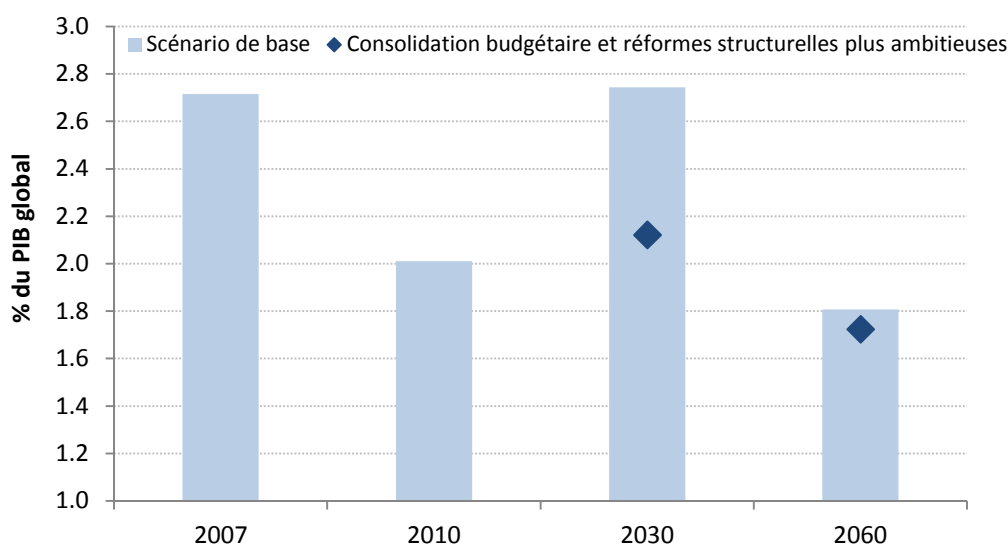
Source : "Long-term Growth Scenarios", Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1000, à paraître.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932733241>

Des réformes structurelles et des mesures d'assainissement budgétaire plus ambitieuses entraînent une réduction des déséquilibres globaux des comptes courants (graphique 16). Cette amélioration résulte principalement de la diminution des amples excédents courants accumulés par certaines économies non membres de l'OCDE, en particulier la Chine, du fait d'une contraction plus rapide de l'épargne de précaution sous l'effet d'une accélération des réformes sociales. Parallèlement, un effort d'assainissement budgétaire plus vigoureux réduit les déficits courants dans de nombreux pays de l'OCDE.

Graphique 16. Des politiques plus ambitieuses peuvent réduire les déséquilibres globaux

Somme des déséquilibres courants globaux en valeur absolue divisée par 2



Source : "Long-term Growth Scenarios", Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1000, à paraître.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932733260>

Bibliographie

- Aghion, P. et P. Howitt (2009), *The Economics of Growth*, MIT Press, Cambridge, Mass.
- Alesina, A., S. Ardagna, G. Nicoletti et F. Schiantarelli (2005), "Regulation and Investment", *Journal of the European Economic Association*, vol. 3, n° 4, p. 791-825.
- Andrews, D. et A. de Serres (2012), "Intangible Assets, Resource Allocation and Growth: A Framework for Analysis", *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 989, Éditions OCDE.
- Bloom, N., M. Draca and J. Van Reenen (2009), "Trade Induced Technical Change? The Impact of Chinese Imports on Innovation and Information Technology", *CEP Discussion Papers*, n° 1000.
- Bloom, D.E., D. Canning et J. Sevilla (2003), *The Demographic Dividend: A New Perspective on the Economic Consequences of Population Change*, RAND.
- de Serres, A., F. Murtin and C. De la Maisonneuve (2012), "Policies to Facilitate the Return to Work", *Comparative Economic Studies*, vol. 54, p. 5-42.
- Duval, R. et C. de la Maisonneuve (2010), "Long-Run Growth Scenarios for the World Economy", *Journal of Policy Modeling*, Elsevier, vol. 32, n° 1, p. 64-80.
- Easterly, W. et R. Levine (2001), "It's not Factor Accumulation: Stylized Facts and Growth Models", *World Bank Economic Review*, vol. 15, n° 2, p. 177-219.
- Égert, B. (2009), "Infrastructure Investment in Network industries: The Role of Incentive Regulation and Regulatory Independence", *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 688, Éditions OCDE.
- Égert, B. (2010), "Fiscal Policy Reaction to the Cycle in the OECD: Pro- or Counter-Cyclical?", *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 763, Éditions OCDE.
- Fouré, J., A. Bénassy-Quéré et L. Fontagné (2010), "The World Economy in 2050: A Tentative Picture", *Documents de travail du CEPII*, n° 2010-27.
- FMI (2012), "Perspectives de l'économie mondiale : une reprise en cours, mais qui reste en danger", *Études économiques et financières*, avril 2012, Fonds monétaire international, Washington, D.C.
- Johansson, Å., D. Turner, Y. Guillemette, F. Murtin, C. de la Maisonneuve, P. Bagnoli, G. Bousquet et F. Spinelli (2012), "Long-term Growth Scenarios", *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1000, à paraître.
- Kerdrain, C., I. Koske et I. Wanner (2010), "The Impact of Structural Policies on Saving Investment and Current Accounts", *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 815.
- Laubach, T. (2009), "New Evidence on the Interest Rate Effects of Budget Deficits and Debt", *Journal of the European Economic Association*, vol. 7, n° 4, p. 858-885.
- Li, H., J. Zhang et J. Zhang (2007), "Effects of Longevity and Dependency Rates on Saving and Growth: Evidence from a Panel of Cross Countries", *Journal of Development Economics*, vol. 84, n° 1, p. 138-154.
- Mincer, J. (1974), *Schooling, Experience and Earnings*, Columbia University Press for National Bureau of Economic Research, New York.
- Morrisson, C. et F. Murtin (2009), "The Century of Education", *Journal of Human Capital*, vol. 3, n° 1, p. 1-42.
- Morrisson, C. et F. Murtin (2010), "The Kuznets Curve of Education: A Global Perspective on Education Inequalities", *Centre for the Economics of Education Discussion Papers*, n° 116, London School of Economics.
- OCDE (2003), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), "Persistance d'un haut niveau de chômage : Quels risques ? Quelles politiques ?", *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 89, Éditions OCDE.
- OCDE (2012a), *Perspectives de l'OCDE sur les pensions 2012*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012b), "Scénarios à moyen et long terme pour la croissance et les déséquilibres mondiaux", *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 91, Éditions OCDE.
- Psacharopoulos, G. et H. Patrinos (2004), "Returns to Investment in Education: a Further Update", *Education Economics*, vol. 12, n° 2, p. 111-134.
- Röhn, O. (2010), "New Evidence on the Private Saving Offset and Ricardian Equivalence", *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 762, Éditions OCDE.
- Van den Berg, G.J. et J.C. van Ours (1996), "Unemployment dynamics and duration dependence", *Journal of Labor Economics*, vol. 14, p. 100-125.

ANNEXE

Tableau A.1: Taux de croissance moyen du PIB et du PIB par habitant tendanciels, en USD aux PPA de 2005³

	Croissance moyenne du PIB en USD aux PPA de 2005				Croissance moyenne du PIB par habitant en USD aux PPA de 2005			
	1995-2011 ¹	2011-2030	2030-2060	2011-2060	1995-2011 ¹	2011-2030	2030-2060	2011-2060
Australie	3.3	3.1	2.2	2.6	1.9	2.0	1.7	1.8
Autriche	2.0	1.5	1.4	1.4	1.7	1.2	1.4	1.3
Belgique	1.8	2.1	2.0	2.0	1.3	1.5	1.7	1.6
Canada	2.6	2.1	2.3	2.2	1.6	1.3	1.8	1.6
Suisse	1.7	2.2	2.0	2.1	1.0	1.5	1.8	1.7
Chili	3.9	4.0	2.0	2.8	2.8	3.4	2.0	2.5
République Tchèque	3.2	2.7	1.8	2.1	3.1	2.6	1.9	2.2
Allemagne	1.4	1.3	1.0	1.1	1.4	1.5	1.5	1.5
Danemark	1.5	1.3	2.1	1.8	1.1	1.0	2.0	1.6
Espagne	2.9	2.0	1.4	1.7	1.9	1.6	1.3	1.4
Estonie	3.6	2.8	2.0	2.4	3.8	3.1	2.3	2.6
Finlande	2.5	2.1	1.6	1.8	2.2	1.8	1.5	1.6
France	1.7	2.0	1.4	1.6	1.1	1.6	1.2	1.3
Royaume-Uni	2.3	1.9	2.2	2.1	1.9	1.3	1.8	1.6
Grèce	2.4	1.8	1.2	1.4	1.9	1.7	1.3	1.4
Hongrie	2.4	2.5	1.7	2.0	2.6	2.7	2.0	2.3
Irlande	4.7	2.1	1.7	1.9	3.2	1.3	0.9	1.1
Islande	3.0	2.2	2.4	2.3	1.8	1.2	1.9	1.6
Israël	3.7	2.7	2.6	2.6	1.5	1.3	1.6	1.5
Italie	1.0	1.3	1.5	1.4	0.6	0.9	1.5	1.3
Japon	0.9	1.2	1.4	1.3	0.8	1.4	1.9	1.7
Corée	4.6	2.7	1.0	1.6	4.0	2.5	1.4	1.8
Luxembourg	3.8	1.8	0.6	1.1	2.3	0.7	0.1	0.3
Mexique	2.6	3.4	2.7	3.0	1.2	2.5	2.6	2.5
Pays-Bas	2.2	1.8	1.6	1.7	1.7	1.5	1.7	1.6
Norvège	3.0	2.9	1.9	2.3	2.2	2.0	1.4	1.6
Nouvelle-Zélande	2.7	2.7	2.6	2.6	1.6	1.8	2.2	2.0
Pologne	4.3	2.6	1.0	1.6	4.4	2.6	1.4	1.9
Portugal	1.7	1.4	1.4	1.4	1.3	1.4	1.6	1.5
République Slovaque	4.5	2.9	1.4	2.0	4.4	2.8	1.7	2.1
Slovenie	2.6	2.0	1.6	1.8	2.2	1.7	1.8	1.8
Suède	2.5	2.4	1.8	2.0	2.1	1.7	1.5	1.6
Turquie	4.2	4.5	1.9	2.9	2.8	3.6	1.8	2.5
Etats-Unis	2.5	2.3	2.0	2.1	1.5	1.5	1.5	1.5
Argentine	3.6	3.6	2.2	2.7	2.6	2.9	1.9	2.3
Brésil	3.3	4.1	2.0	2.8	2.1	3.4	2.1	2.6
Chine	10.0	6.6	2.3	4.0	9.3	6.4	2.8	4.2
Indonésie	4.4	5.3	3.4	4.1	3.1	4.5	3.3	3.8
Inde	7.5	6.7	4.0	5.1	5.8	5.6	3.6	4.4
Russie	5.1	3.0	1.3	1.9	5.4	3.2	1.7	2.3
Arabie Saoudite	4.4	4.2	2.4	3.1	1.3	2.5	1.7	2.0
Afrique du Sud	3.4	3.9	2.5	3.0	2.1	3.4	2.3	2.7
Moyenne mondiale non pondérée ²	3.1	2.8	1.9	2.2	2.3	2.2	1.8	2.0
Moyenne mondiale pondérée ²	3.5	3.7	2.3	2.9	2.5	3.1	2.3	2.6
OCDE non pondérée ²	2.8	2.3	1.7	2	2.1	1.8	1.6	1.7
Non-OCDE non pondérée ²	4.3	4.7	2.5	3.3	3.1	4.0	2.4	3.0
OCDE pondérée ²	2.2	2.2	1.8	2.0	1.5	1.7	1.7	1.7
Non-OCDE pondérée ²	6.7	5.9	2.8	3.9	5.6	5.2	2.7	3.7

1. 1995 ou première année disponible.

2. Les calculs agrégés commencent en 1996. Pour les quelques pays dont le PIB tendanciel en début de période n'était pas disponible, on l'a remplacé par le PIB réel.

3. Le PIB global est la somme des PIB des 34 pays membres de l'OCDE et de 8 pays non membres.